

VILLE DE
LANDIVISIAU



Commune de Landivisiau

Conseil municipal du 9 mars 2023

Rapport sur les orientations budgétaires 2023

Sommaire

01 – QUELQUES ÉLÉMENTS DE CONTEXTE

02 – CADRAGE RETROSPECTIF

03 – PROSPECTIVE BUDGETAIRE

Commune de
Landivisiau



1.

QUELQUES ÉLÉMENTS
DE CONTEXTE

Loi de Finances pour 2023 - Le contexte économique

- **Croissance et inflation**

Pour 2023, Le gouvernement a construit le projet de loi de finances à partir d'une prévision de croissance du PIB de **1,0%** et d'une évolution des prix hors tabac de **4.3%**.

Par ailleurs, l'évolution du PIB dit « prévisionnel » pour 2022 a été ramenée de 4,0% à 2.7% et celle de l'inflation hors tabac a été révisée à 5,4% pour 2022 (au lieu de 1,5% en PLF pour 2022).

	Moy.	2023/22	2024/23	2025/24	2026/25	2027/26	2028/27
Inflation prévisionnelle LF	2,44%	4,30%	3,00%	2,10%	1,75%	1,75%	1,75%
Evolution prévisionnelle PIB	1,60%	1,00%	1,60%	1,70%	1,70%	1,80%	1,80%

- **Déficit public**

Le déficit public prévisionnel 2022 de 145 Md€ représente 5% du PIB (6,5% en 2021). Il est annoncé à 158 Md€ dans le PLF 2023 et a été majoré de 7 M€ pour atteindre 165 M€ en Loi de Finances Initiale (5% du PIB).

Sous l'effet de la reprise économique et de la baisse du déficit public, le taux d'endettement de la sphère publique passerait à 111,5 % du PIB en 2022. Il devrait très légèrement baisser en 2023 à 111,2% selon les prévisions de la LFI.

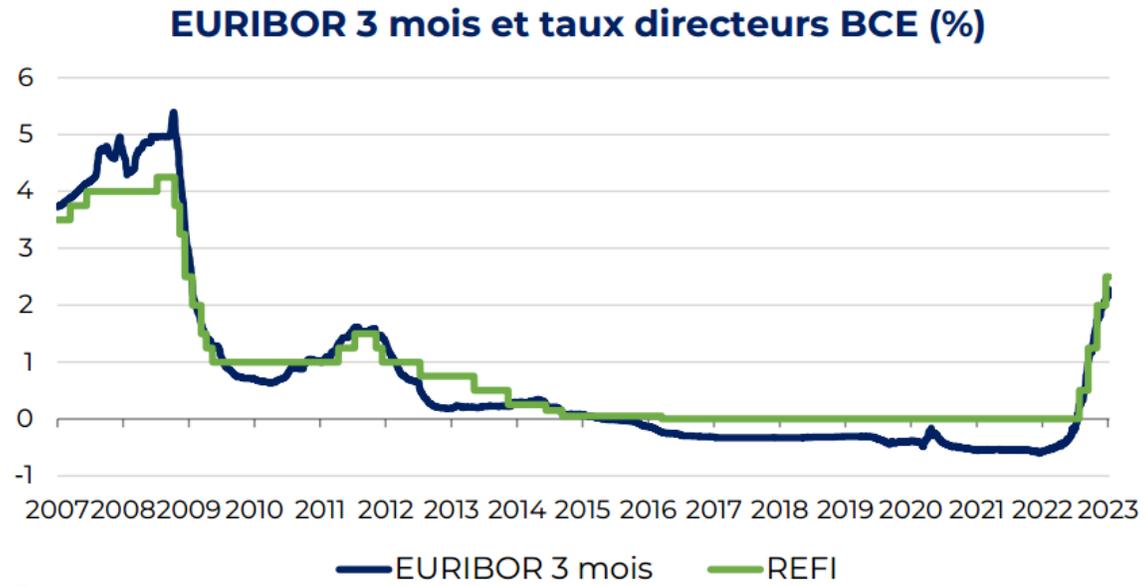
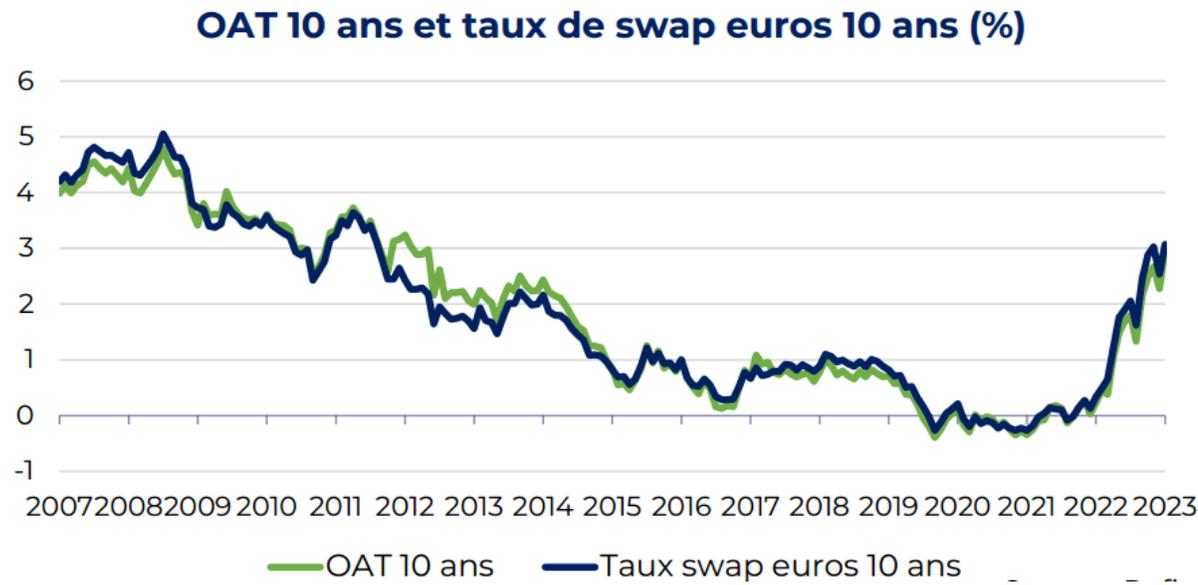
Loi de Finances pour 2023 - Le contexte économique

- Taux d'intérêts

Les hypothèses présent par l'Etat en matière de taux d'intérêts intègrent une hausse significative des taux. Les taux courts redeviennent positifs après une période de taux négatifs et il est également prévu une remontée des taux longs (OAT 10 ans) à 2,6%.

Source Banque Postale

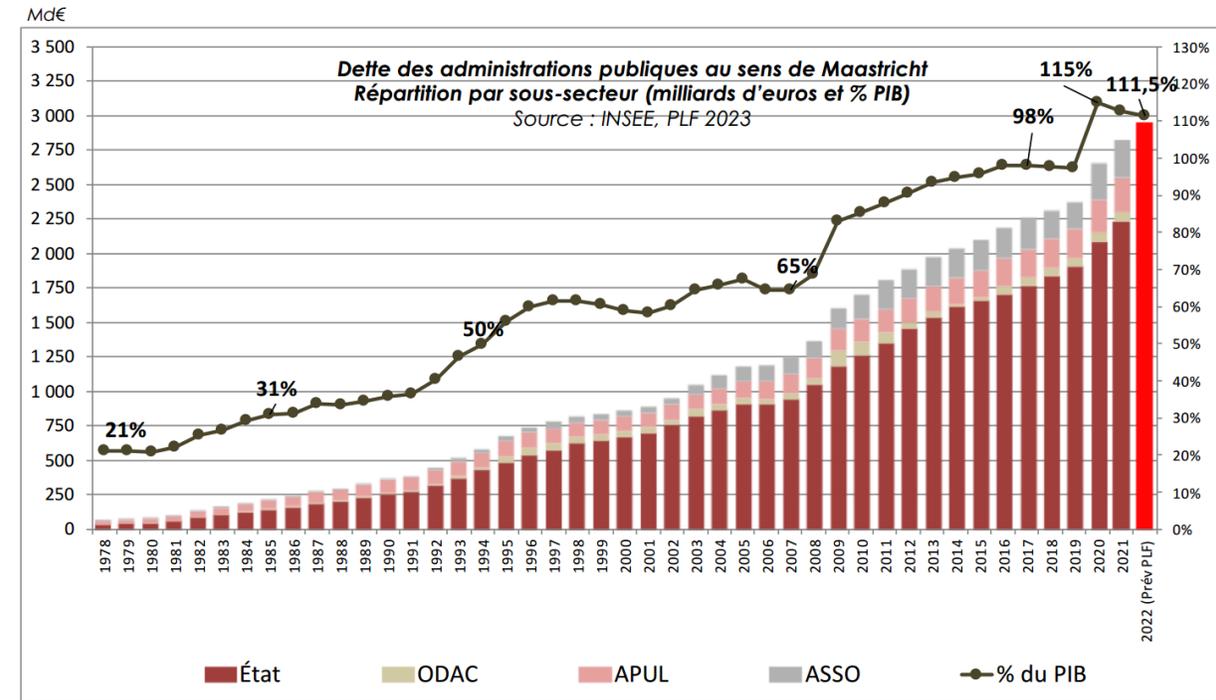
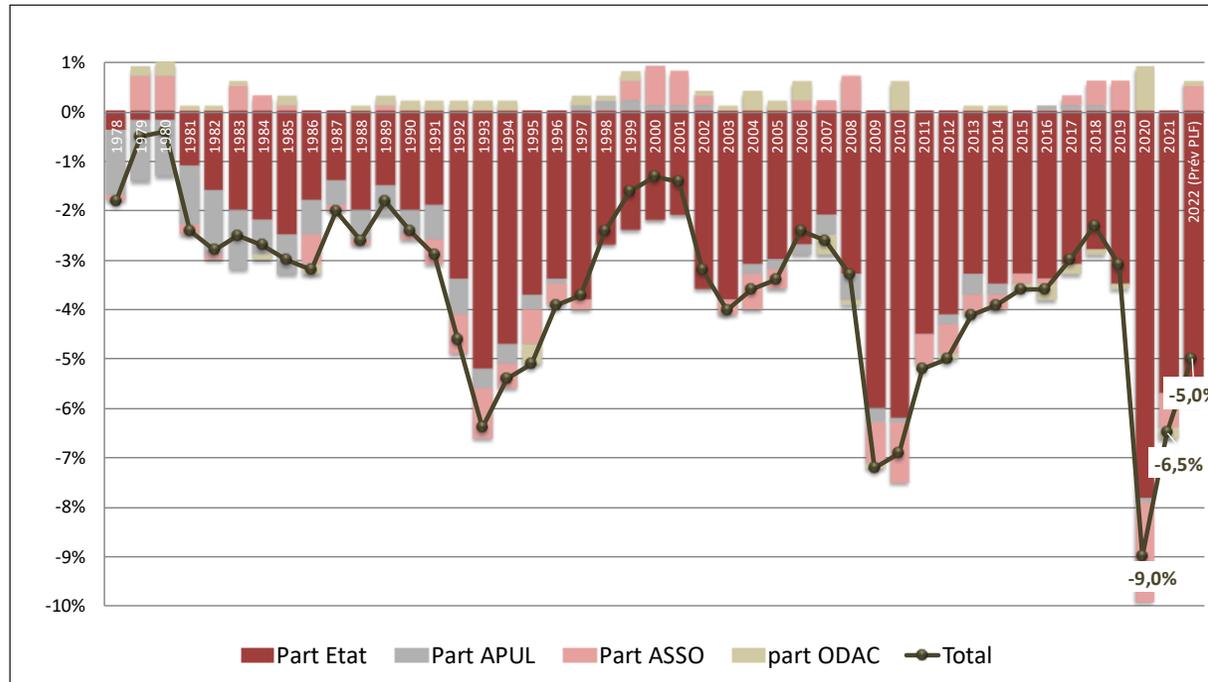
Évolution des taux d'intérêt



Echéances des nouveaux emprunts avec taux intérêts > 3 %

Loi de Finances pour 2023 - La trajectoire des finances publiques

- Déficit public et dette publique de 1978 à 2022



- Mesures concernant la trajectoire des finances publiques.

Le "pacte de confiance" qui permettait de sanctionner les collectivités en cas de dérapage dans l'évolution des dépenses de fonctionnement a été amendé. La mesure a été retirée de la LFI.

L'examen du projet de **loi de programmation des finances publiques pour 2023-2027** va se poursuivre en 2023. Il comprend notamment un objectif (non contraignant pour l'instant) d'évolution de la dépense locale pour les années 2023 à 2027 qui implique **une diminution des dépenses réelles de fonctionnement des collectivités territoriales de 0,5 % par an en volume.**

Les principales mesures de la LFI 2023 qui impactent la commune

Après avoir envisagé de plafonner la **revalorisation des valeurs locatives** à 3,5% en 2023, le Gouvernement a finalement choisi d'appliquer la formule de révision prévue par la loi (= **7,1% de revalorisation des bases en 2023 contre 3,4% en 2022**).

Trois dispositifs pour protéger les collectivités face à la **hausse des prix de l'énergie** :

- Un **bouclier tarifaire** pour les particuliers, les **petites collectivités** territoriales et les micro-entreprises (entreprises de moins de 10 salariés avec un chiffre d'affaires annuel inférieur à 2 millions d'euros et ayant souscrit une puissance inférieure ou égale à 36 kVA),
- Un **filet de sécurité** centré sur les dépenses énergétiques :
 - pour les **collectivités les moins favorisées** en termes de potentiel financier (potentiel financier inférieur à deux fois le potentiel moyen),
 - en cas de baisse de plus de 15% de l'épargne brute,
 - soutien de l'Etat sera alors égal à « 50 % de la différence entre l'augmentation des dépenses d'approvisionnement en énergie, électricité et chauffage urbain entre 2023 et 2022 et 50 % de celle des recettes réelles de fonctionnement entre 2023 et 2022 ».
- L'**amortisseur électricité** : Prise en charge partielle par l'Etat de la facture des collectivités, dès lors qu'une collectivité paye plus de 180 € le MWh. L'État prend alors en charge la moitié du prix de l'électricité qui dépasse ce seuil. (diminution directe sur le montant à payer).

Les principales mesures de la LFI 2023 qui impactent la commune

- La loi de finances pour 2023 fixe le **montant de la Dotation Globale de Fonctionnement** à 26 931 M€, en progression de 320 M€ par rapport à 2022, soit une augmentation de 1,2% :
 - 290 millions d'euros seront affectés à la croissance de la péréquation communale.
 - 30 millions iront à la croissance de la dotation d'intercommunalité.

C'est la première hausse de la DGF nationale depuis 12 ans.

- Concernant **le Fonds de Péréquation des ressources Intercommunales et Communes** deux aménagements importants ont été décidés :
 - Jusqu'à présent, les ensembles intercommunaux dont la pression fiscale était faible (effort fiscal agrégé inférieur à 1) ne pouvaient bénéficier des ressources du fonds même s'ils faisaient partie des territoires les moins favorisés. Cette condition est supprimée.
 - En cas de perte de l'éligibilité, le dispositif de garantie non renouvelable à hauteur de 50% de la dernière attribution reçue est remplacé par un dispositif dégressif sur quatre années (90%, 70%, 50% puis 25% du reversement perçu l'année précédant la perte d'éligibilité).

Les principales mesures de la LFI 2023 qui impactent le territoire

- **Suppression de la CVAE :**
 - Cette suppression est effective pour les collectivités **dès 2023**.
 - Pour les entreprises, la suppression de la CVAE se fait sur deux années. (8 milliards d'allègements)
 - Pour les collectivités, la **disparition de la CVAE sera compensée** par l'affectation d'une fraction de **TVA** nette de l'année. La compensation en 2023 sera calculée sur la base de la moyenne de la CVAE des années 2020, 2021 et 2022 et 2023. La dynamique de la ressources sera assurée par un fonds national de l'attractivité des territoires qui sera réparti entre les différentes collectivités en tenant compte de paramètres locaux afin de maintenir un intérêt à accueillir de nouvelles activités économiques.

Les principales mesures de la LFI 2023 qui impactent les communes

Majoration de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires.

La LFI pour 2023 prévoit une extension du nombre des communes pouvant instaurer la **majoration de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires**. Cette faculté ne sera plus seulement réservée aux communes appartenant à une zone d'urbanisation continue de plus de 50.000 habitants où existe un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements (1 136 communes).

La liste des mairies qui pourront appliquer une majoration de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires va s'allonger (annonce : 4 000 communes supplémentaires).

La loi de finances pour 2023 a en effet revu le « zonage » des communes autorisées à mettre en place cette surtaxe, pouvant aller de 5 % à 60 %.

Le dispositif **devrait** concerner les communes touristiques de bord de mer ou de montagne, où les difficultés d'accès au logement sont fortes (proportion importante de résidences secondaires, loyers et prix d'acquisition élevés). La liste sera fixée par décret.

Remarque : par dérogation au I de l'article 1639 A bis du code général des impôts, pour les impositions établies à compter de 2023, les communes peuvent délibérer jusqu'au 28 février 2023 pour instituer la taxe d'habitation sur les logements vacants prévue à l'article 1407 bis du même code ou pour instituer la majoration de taxe d'habitation sur les résidences secondaires.

Mesure repoussée d'un an

La réforme des indicateurs de péréquation – La neutralisation dégressive

Les dotations des collectivités sont réparties principalement en fonction de 3 critères :

- le potentiel fiscal qui mesure la richesse fiscale de la commune ;
- l'effort fiscal qui mesure la pression fiscale sur la commune ;
- le revenu moyen des habitants de la commune.

Suite à la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales et à la suppression de 50% des valeurs locatives des établissements industriels, le **calcul du potentiel fiscal a été adapté**.

De plus, la loi de finances pour 2022 a **élargi** le périmètre du **potentiel fiscal** :

- Le produit des DMTO perçu par les communes (moyenne sur 3 ans) ; la taxe sur les pylônes ; la taxe locale sur la publicité extérieure ; la majoration TH sur les résidences secondaires.

Objectif : Adapter les indicateurs au **nouveau panier de recettes des collectivités** et faire évoluer le périmètre des indicateurs afin de renforcer leur capacité à refléter de manière fidèle les ressources que les collectivités peuvent **mobiliser**.

La loi de Finances 2022 revisite l'effort fiscal de façon radicale.

Objectif : Substituer à une approche centrée sur la pression fiscale subie par les ménages sur le territoire d'une commune (fisc com + EPCI, TEOM REOM), une approche centrée sur les **produits perçus par la seule commune**.

La réforme des indicateurs de péréquation – La neutralisation dégressive

Le nouveau potentiel fait l'objet d'une **correction dégressive** qui vise à neutraliser les variations imputables à la **suppression de la TH**, à la **suppression de la moitié des bases des établissements industriels** et à **l'élargissement du périmètre** du potentiel à d'autres recettes (DMTO...).

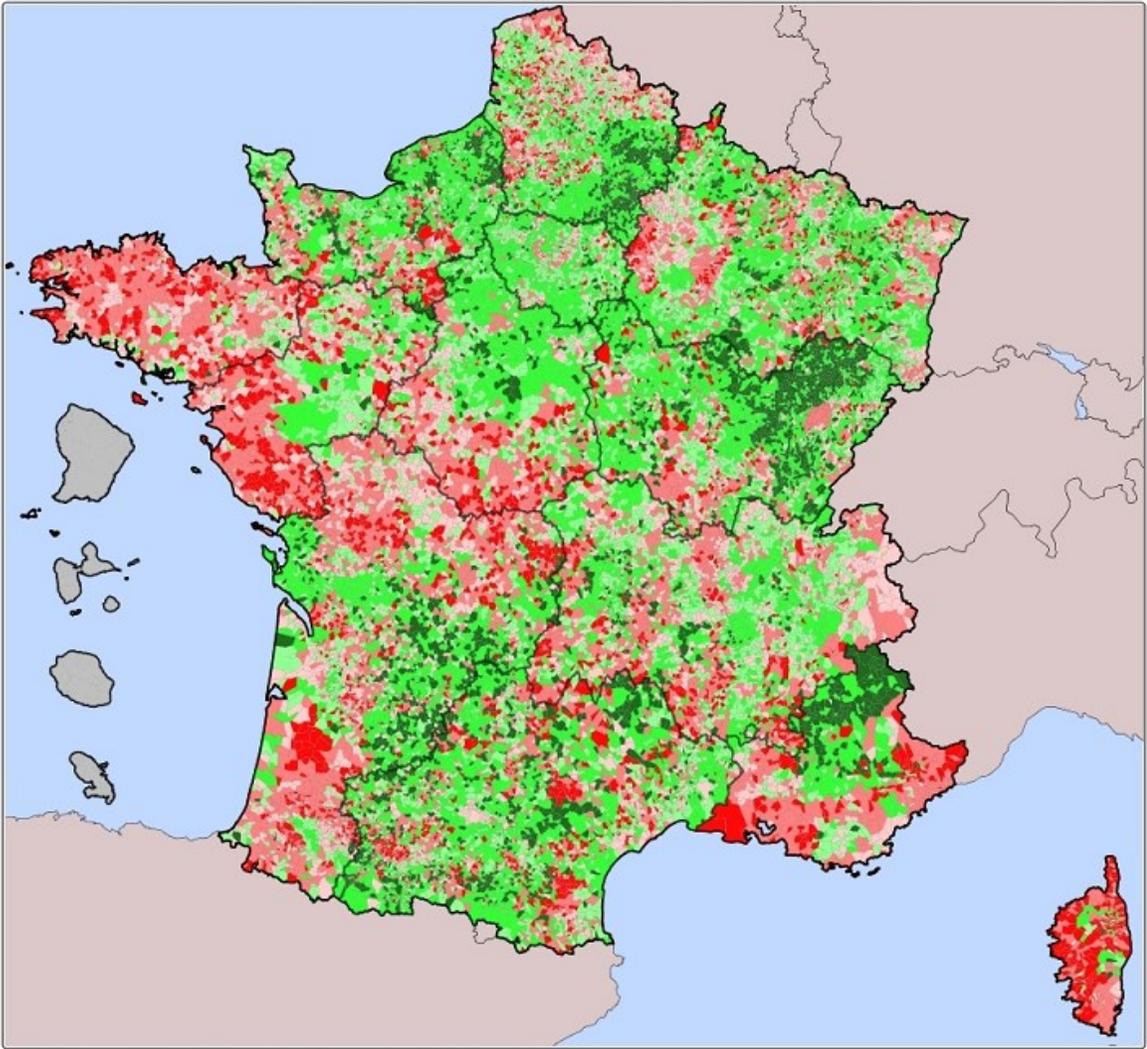
La correction est intégrale en 2022 pour le potentiel agrégé (qui sert au FPIC).

Elle sera réalisée à hauteur de 90% en 2023, 80% en 2024, 60% en 2025, 40% en 2026 et 20% en 2027.

L'effort fiscal fera l'objet **d'une correction dégressive** sur la période 2022-2027.

→ **La LF 2023 prolonge d'une année supplémentaire la correction à 100% de l'effort fiscal.**

Bilan financier par commune en €/hab (Total dotations consolidées)



Red	- 793 - (€/hDGF)	-50 - (€/hDGF)
Light Red	-50 - (€/hDGF)	-10 - (€/hDGF)
Very Light Red	-10 - (€/hDGF)	0 - (€/hDGF)
Light Green	0 - (€/hDGF)	10 - (€/hDGF)
Medium Green	10 - (€/hDGF)	50 - (€/hDGF)
Dark Green	50 - (€/hDGF)	516 - (€/hDGF)

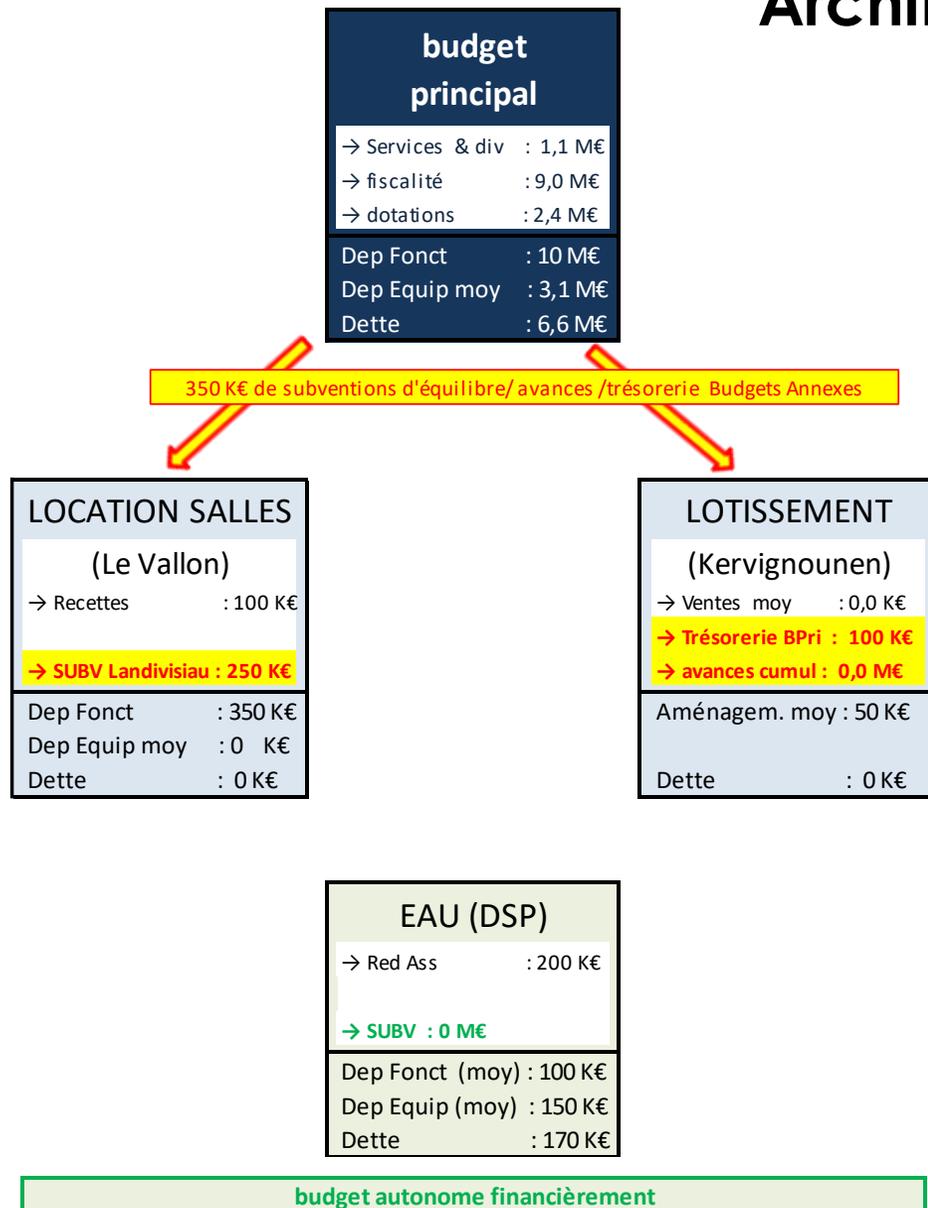
Commune de
Landivisiau



2.

SITUATION RETROSPECTIVE

Architecture budgétaire



CHAINE DU FINANCEMENT CONSOLIDEE

Montant (K€)	2017	2018	2019	2020	2021
Produits fonctionnement	11 894	11 910	12 109	11 807	12 509
- Charges fonctionnement hs intérêts	8 629	8 458	8 801	8 922	9 346
EPARGNE DE GESTION (C-F)	3 266	3 452	3 308	2 886	3 163
- Intérêts	411	379	343	308	272
EPARGNE BRUTE (C-G)	2 854	3 073	2 965	2 577	2 891
- Capital	983	923	954	1 045	1 096
EPARGNE NETTE	1 871	2 151	2 011	1 532	1 794
Dép d'inv hors annuité en capital	2 506	2 635	3 991	1 778	3 198
Ressources propres d'inv. (RPI)	796	693	607	528	1 356
Opérations pour compte de tiers (Rec)	5	3	5	7	10
Fonds affectés	6	4	7	16	10
Subventions	211	122	409	166	221
EMPRUNT	0	0	0	1 000	1 000
Variation de l'excédent	238	248	-1 099	1 372	1 097
Excédent Global de Clôture	4 759	5 006	3 907	5 279	6 376

Après retraitement des flux croisés :

9,3 M€ de dépenses de fonctionnement hors dette
 1,4 M€ d'annuité de dette
 2,8 M€ d'investissements par an
 0,4 M€ d'emprunts par an en moyenne

Commune de
Landivisiau



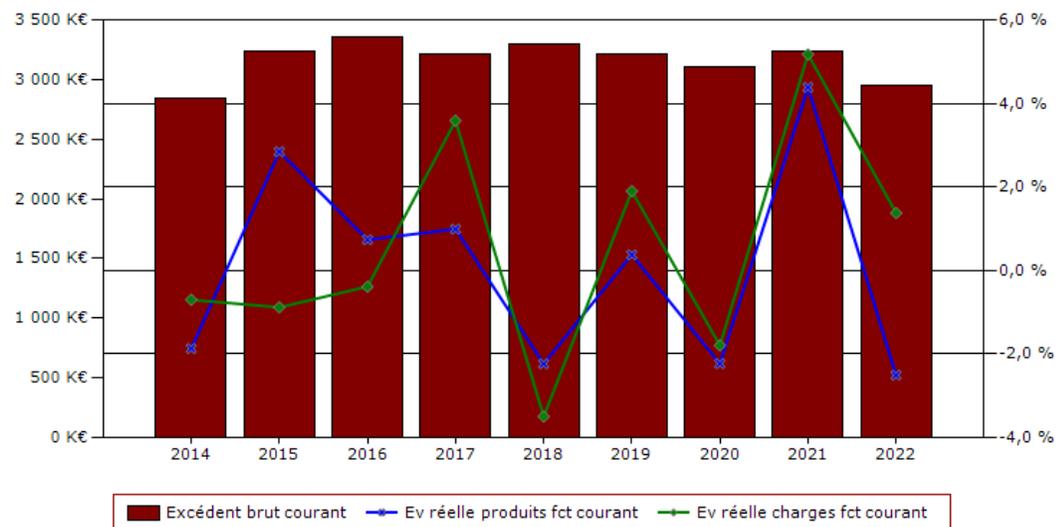
2.1

Rétrospective du budget
principal

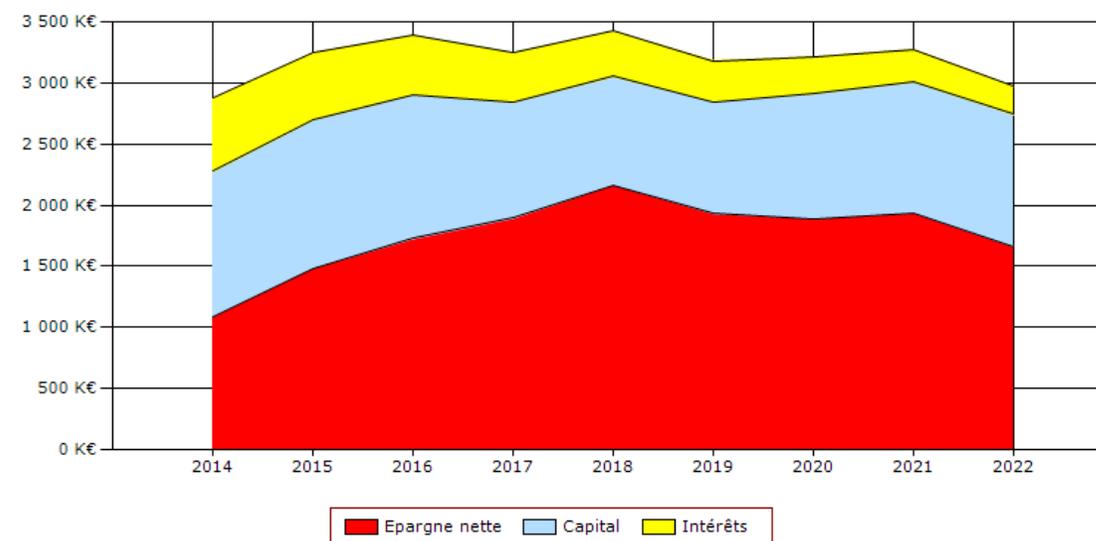
Épargne du budget principal avec un pré CA 2022

K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	év° moy	év°22 21
Produits de fct. courant	11 149	11 467	11 575	11 807	11 728	11 878	11 637	12 342	12 683	192	340
- Charges de fct. courant	8 300	8 226	8 211	8 591	8 423	8 661	8 523	9 108	9 733	179	624
= EXCEDENT BRUT COURANT (EBC)	2 849	3 240	3 363	3 216	3 304	3 217	3 114	3 234	2 950	13	-284
+ Solde exceptionnel large	28	9	29	33	121	-32	102	42	24	0	-19
= Produits exceptionnels larges*	42	20	52	46	132	72	117	69	45	0	-24
- Charges exceptionnelles larges*	14	10	23	13	12	103	14	27	21	1	-6
= EPARGNE DE GESTION (EG)	2 877	3 249	3 392	3 249	3 425	3 186	3 216	3 276	2 974	12	-302
- Intérêts	599	549	486	405	370	335	301	266	230	-46	-36
= EPARGNE BRUTE (EB)	2 278	2 700	2 907	2 844	3 055	2 850	2 915	3 011	2 744	58	-267
- Capital	1 187	1 213	1 178	949	887	916	1 022	1 072	1 081	-13	9
= EPARGNE NETTE (EN)	1 091	1 487	1 728	1 896	2 168	1 934	1 893	1 939	1 663	71	-276

Excédent brut courant



Marges d'épargne



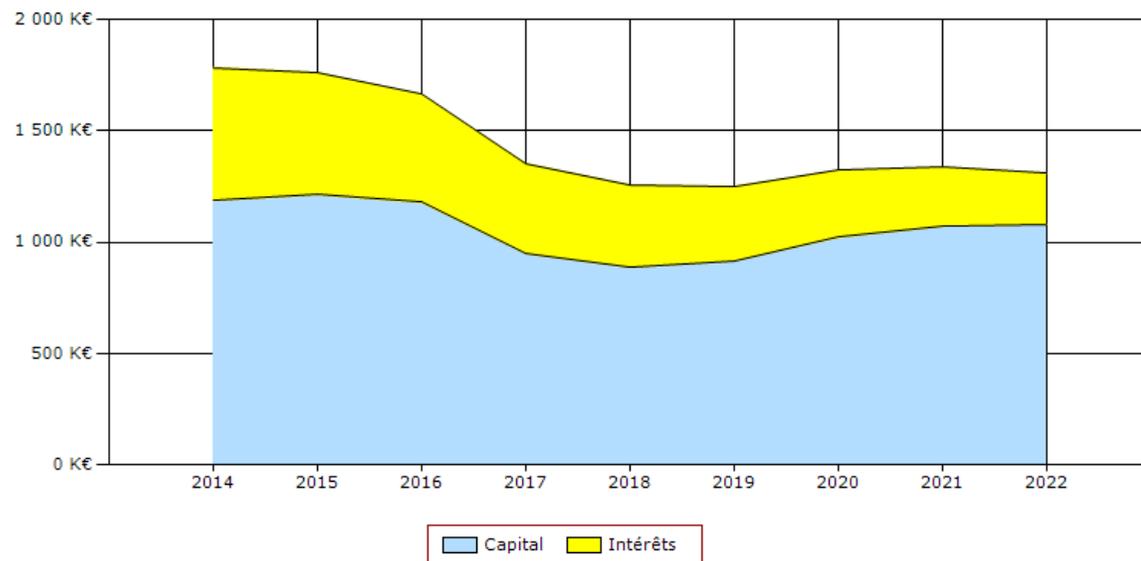
Une baisse significative des soldes d'épargne en 2022 en raison d'un effet de ciseaux très marqué entre les dépenses et les recettes courantes. Néanmoins, le niveau d'épargne de la ville reste très élevé en 2022.

Endettement du budget principal

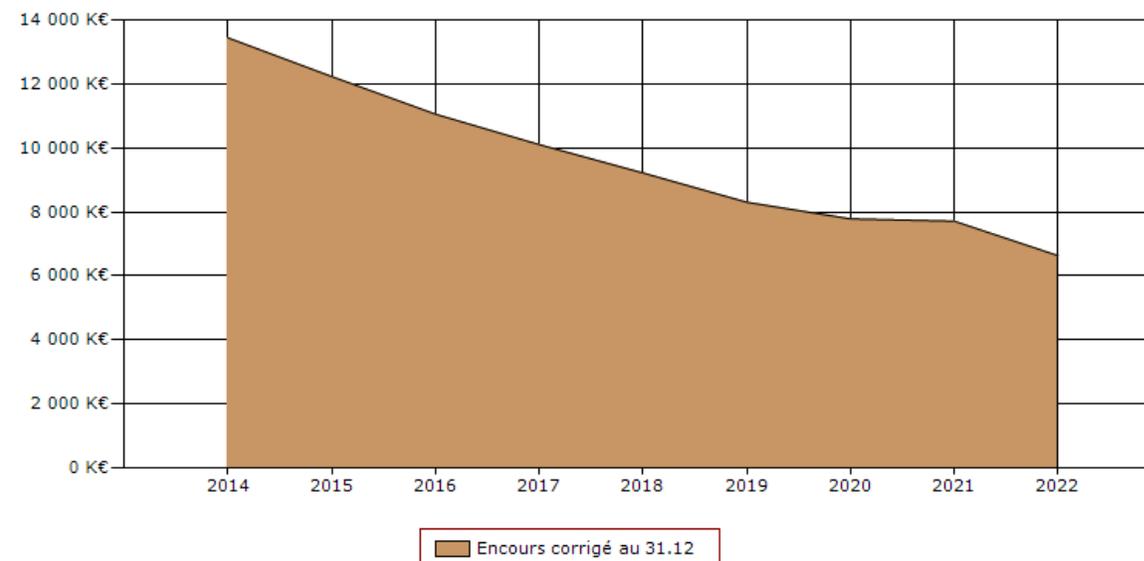
K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Encours corrigé au 31.12	13 451	12 238	11 060	10 111	9 224	8 308	7 789	7 717	6 636

K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Capital	1 187	1 213	1 178	949	887	916	1 022	1 072	1 081
Intérêts	599	549	486	405	370	335	301	266	230
Annuité de dette totale	1 786	1 762	1 664	1 353	1 257	1 251	1 323	1 338	1 311

Annuité de la dette



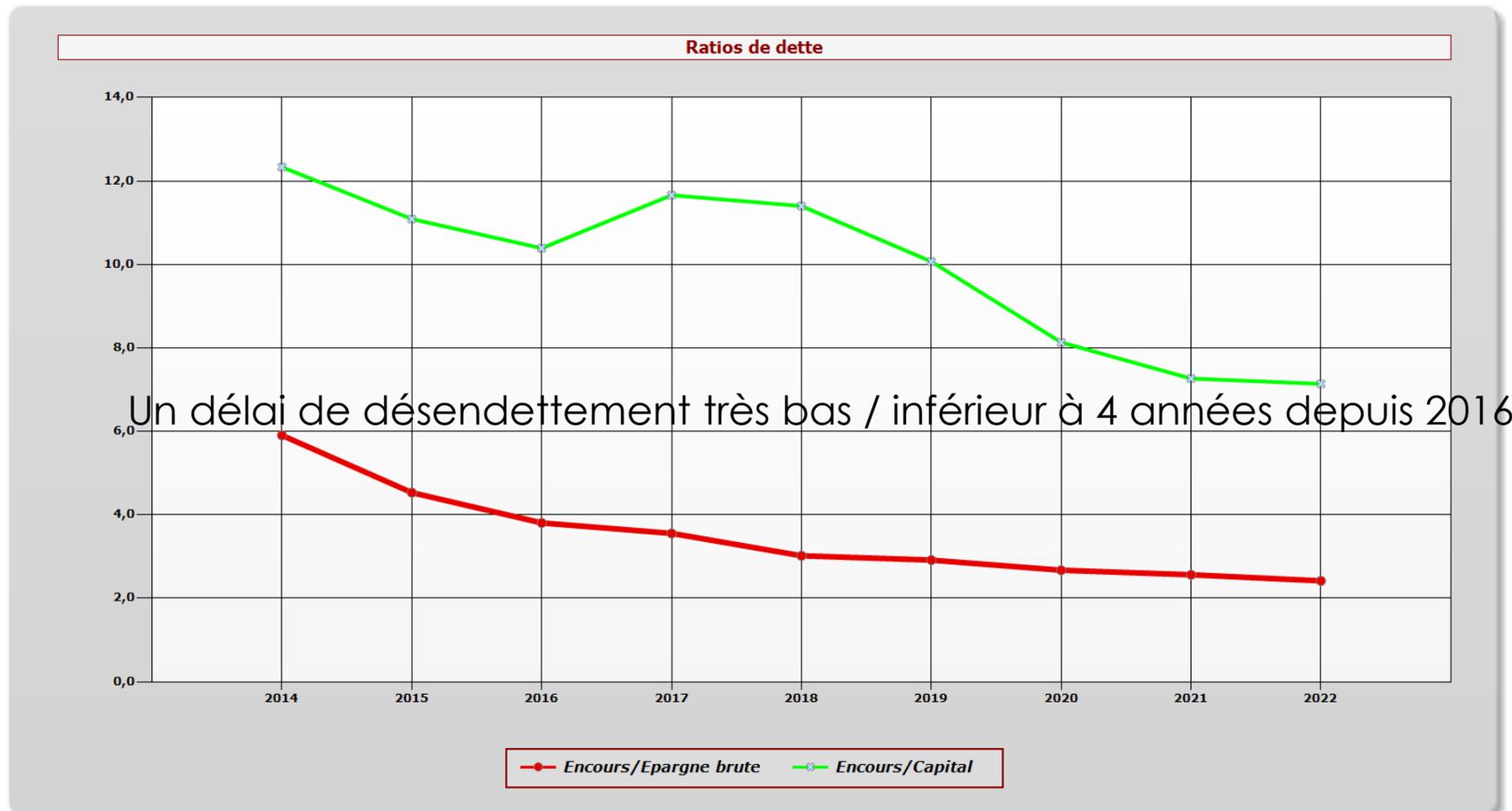
Encours de dette



Une baisse continue de l'encours de dette depuis 2010 encore observée cette année.

Endettement du budget principal

K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Encours corrigé au 31.12	13 451	12 238	11 060	10 111	9 224	8 308	7 789	7 717	6 636
Epargne brute	2 278	2 700	2 907	2 844	3 055	2 850	2 915	3 011	2 744
ENCOURS corrigé au 31/12 / EPARGNE BRUTE	5,9	4,5	3,8	3,6	3,0	2,9	2,7	2,6	2,4



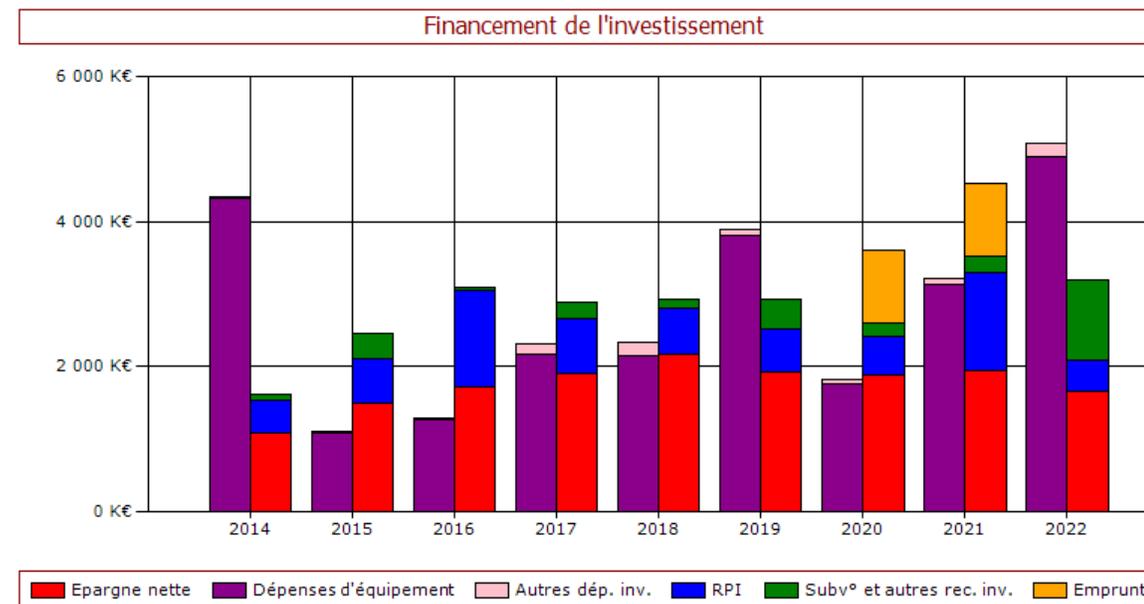
Investissement du budget principal

Une dépense d'investissement hors dette historiquement plutôt basse mais qui augmente significativement ces dernières années. (2020 année Covid).

5,1 M€ en 2022 contre 2,8 M€ par an en moyenne entre 2014 et 2022

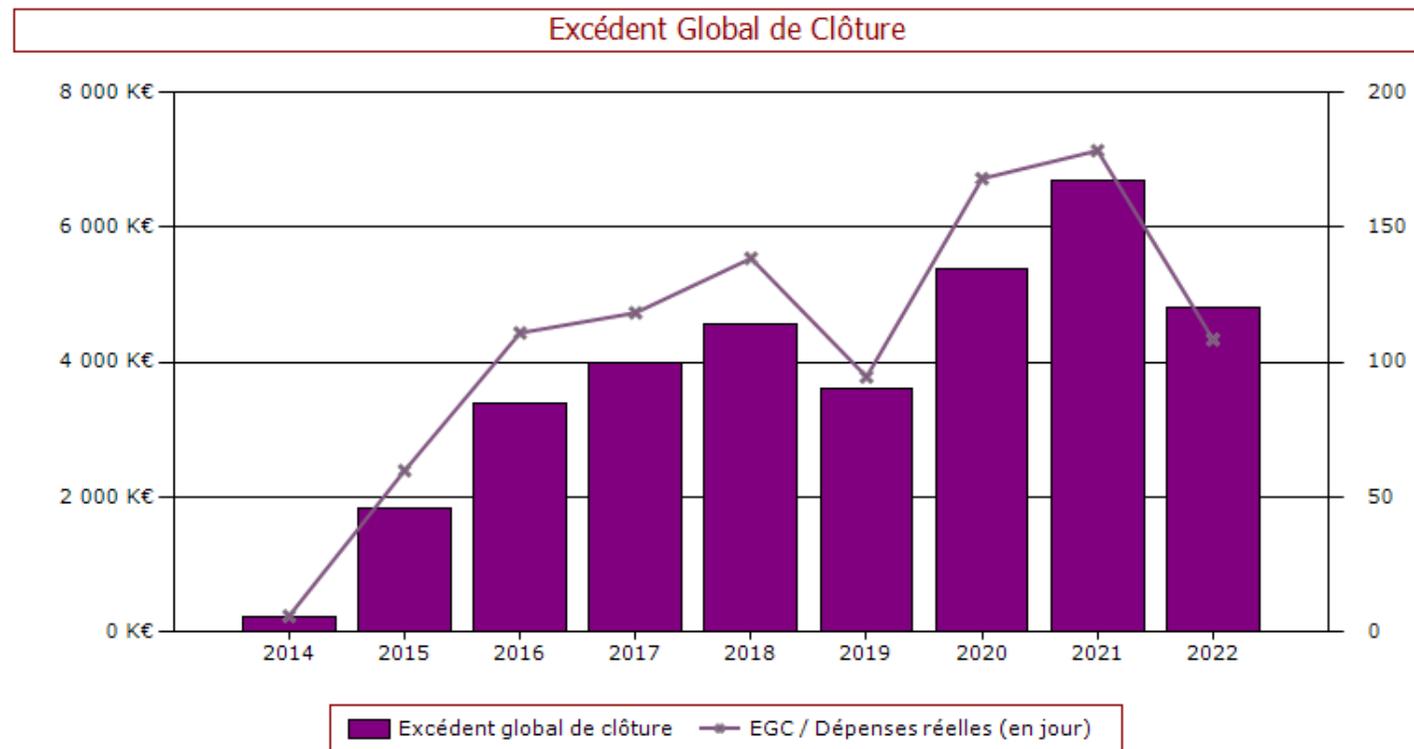
Moyenne 2014/2022	K€	Structure
Dép. d'inv. hs annuité en capital	2 826	100,0%
Financement des investissements	3 027	107,1%
Epargne nette	1 755	62,1%
Ressources propres d'inv. (RPI)	741	26,2%
FCTVA	325	11,5%
Produits des cessions	227	8,0%
Diverses RPI (taxe aménagement)	189	6,7%
Opérat° pour cpte de tiers (rec)	6	0,2%
Subventions	302	10,7%
Emprunt	222	7,9%
Variation de l'excédent global	203	7,2%

K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Dép. d'inv. hs annuité en capital	4 344	1 097	1 299	2 306	2 340	3 897	1 828	3 226	5 092



Résultat de clôture du budget principal

K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Recettes réelles totales	11 713	12 454	12 997	12 838	12 623	12 951	13 467	15 003	14 256
- Dépenses réelles totales	14 444	11 097	11 197	12 263	12 032	13 913	11 688	13 699	16 156
= Variation de l'excédent de clôture	-2 731	1 358	1 799	574	591	-962	1 779	1 316	-1 901
= Excédent global de clôture	228	1 816	3 401	3 975	4 566	3 604	5 383	6 699	4 799



4,8 M€ de résultat de clôture

RAR investissements 2022 : dépenses 2,5 M€ / recettes 0,6 M€

Taux de réalisation BP/CA

K€	2021		2022	
	BP	CA	BP	CA
Charges fct courant strictes	9 533	9 107	10 250	9 733
011 Charges à caractère général	2 711	2 377	2 686	2 362
012 Charges de personnel	5 419	5 405	6 057	5 986
65 Autres charges de gest° courante	1 404	1 325	1 507	1 385
014 Atténuations de produits	4	1	1	
Charges fct courant	9 537	9 108	10 252	9 733
66 Charges financières	286	266	230	230
67 Charges exceptionnelles	31	26	45	21
68 Dotations provisions				
Dépenses imprévues	20		20	
Charges de fonctionnement	9 874	9 400	10 546	9 984

K€	2021		2022	
	BP	CA	BP	CA
Produits fct courant stricts	11 498	12 072	12 580	12 409
70 Produits des services	632	735	718	704
73 Impôts et taxes	8 614	8 857	9 200	9 003
74 Dotations et participations	1 939	2 219	2 430	2 463
75 Produits de gestion	314	260	232	239
013 Atténuations de charges	80	150	80	142
Produits fct courant	11 578	12 222	12 660	12 551
76 Produits financiers	0	-	0	-
77 Produits exceptionnels (hors cessions)	48	69	-	45
78 Reprises provisions	-		90	
Produits de fonctionnement	11 626	12 291	12 750	12 596

K€	2021		2022	
	BP	CA	BP	CA
Dépenses d'équipement nouvelles	3 802	3 208	4 268	4 954
Dépenses d'équipement RAR	3 137		3 530	
Dépenses financières hors dette	3	2	199	133
Opérations pour compte de tiers	30	17	55	5
Dépenses d'investissement hors dette	6 972	3 227	8 052	5 092
Remboursement de la dette	1 097	1 072	1 081	1 081
Dépenses d'investissement	8 069	4 299	9 134	6 173

K€	2021		2022	
	BP	CA	BP	CA
Recettes d'équipement hors dette	360	231	474	1 089
Recettes d'équipement hors dette RAR	45		878	
Recettes financières hors 1068 yc cessions	653	1 350	435	363
Opérations pour compte de tiers	30	10	50	7
Recettes d'investissement hors dette	1 088	1 591	1 837	1 459
Emprunts	1 000	1 000	-	-
Recettes d'investissement	2 088	2 591	1 837	1 459

Des taux de réalisation marqués par la période Covid mais qui restent conformes à ce qui est constaté couramment dans des communes de même taille.

Taux de réalisation BP/CA

	2019	2020	2021	2022
K€	% de réalisation BP/CA			
Charges fct courant strictes	95,0%	92,3%	95,5%	95,0%
011 Charges à caractère général	88,2%	80,6%	87,7%	87,9%
012 Charges de personnel	96,9%	96,6%	99,7%	98,8%
65 Autres charges de gest° courante	100,3%	97,2%	94,4%	91,9%
014 Atténuations de produits	5335,8%		30,2%	0,0%
Charges fct courant	95,0%	92,3%	95,5%	94,9%

Moy
94,5%
86,1%
98,1%
95,8%
104,7%
94,5%

95%

	2019	2020	2021	2022
K€	% de réalisation BP/CA			
Produits fct courant stricts	101,8%	100,1%	105,0%	98,6%
70 Produits des services	106,6%	112,7%	116,3%	98,1%
73 Impôts et taxes	101,5%	100,8%	102,8%	97,9%
74 Dotations et participations	101,6%	99,7%	114,5%	101,4%
75 Produits de gestion	103,8%	74,2%	83,0%	102,6%
013 Atténuations de charges	115,4%	92,5%	187,4%	177,5%
Produits fct courant	101,9%	100,0%	105,6%	99,1%

Moy
101,3%
107,9%
100,7%
104,1%
89,9%
143,2%
101,6%

100%

	2019	2020	2021	2022
K€	% de réalisation BP/CA			
Dépenses d'équipement	75,4%	25,4%	46,2%	63,5%
Dépenses financières hors dette	66,7%	66,7%	66,7%	66,7%
Opérations pour compte de tiers	110,5%	23,9%	56,1%	9,1%
Dépenses d'investissement hors dette	75,5%	25,4%	46,3%	63,2%
Remboursement de la dette	99,7%	97,5%	97,7%	100,0%
Dépenses d'investissement	79,2%	34,6%	53,3%	67,6%

Moy
51,2%
66,7%
37,3%
51,3%
98,7%
57,5%

70% hors période Covid

	2019	2020	2021	2022
K€	% de réalisation BP/CA			
Recettes d'équipement hors dette	416,0%	83,2%	57,0%	80,5%
Recettes financières hors 1068 yc cessions	120,3%	108,0%	206,7%	83,5%
Opérations pour compte de tiers	50,0%	33,5%	33,3%	14,0%
Recettes d'investissement hors dette	169,0%	98,4%	146,2%	79,4%
Emprunts	0,0%	52,4%	100,0%	
Recettes d'investissement	62,5%	65,0%	124,1%	79,4%

Moy
92,4%
137,1%
26,1%
112,3%
51,0%
82,9%

Les charges de fonctionnement du budget principal

K€										évolution annuelle	
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Moy.	2022/21
Charges fct courant strictes	8 298	8 226	8 211	8 591	8 423	8 657	8 523	9 107	9 733	2,0%	6,9%
Charges à caractère général	2 217	2 122	2 059	2 277	2 170	2 195	2 044	2 377	2 362	0,8%	-0,7%
Charges de personnel	4 782	4 870	4 901	5 041	4 960	5 096	5 159	5 405	5 986	2,8%	10,8%
Autres charges de gest° courante	1 299	1 234	1 252	1 273	1 293	1 366	1 320	1 325	1 385	0,8%	4,5%
Atténuations de produits	1	0	0	0	0	4	0	1	0	-100,0%	-100,0%
Charges fct courant	8 300	8 226	8 211	8 591	8 423	8 661	8 523	9 108	9 733	2,0%	6,9%
Charges exceptionnelles larges *	14	10	23	13	12	103	14	27	21	5,2%	-22,1%
Charges fct hs intérêts	8 313	8 237	8 234	8 604	8 435	8 765	8 537	9 135	9 753	2,0%	6,8%
Intérêts	599	549	486	405	370	335	301	266	230	-11,3%	-13,4%
Charges de fonctionnement	8 912	8 786	8 720	9 009	8 805	9 100	8 839	9 400	9 983	1,4%	6,2%

poids

Evolution réelle des charges de fonctionnement (hors inflation)

	Moy.	2022/21
Charges fct courant	0,7%	1,4%
Charges de fonctionnement	0,1%	0,8%
<i>Inflation budgétaire</i>	<i>1,3%</i>	<i>5,4%</i>

2022	
Charges à caractère général	23,7%
Charges de personnel	60,0%
Autres charges de gest° courante (yc groupes d'élus)	13,9%
Charges de fonctionnement courant	97,5%
Charges exceptionnelles larges	0,2%
Intérêts	2,3%
Charges de fonctionnement	100,0%

Une évolution des charges maîtrisée en moyenne sur la période 2014 -2021.

0,1% en évolution réelle – très légèrement au dessus de l'inflation.

Forte évolution des charges de personnel en 2022 – facteurs d'explication au point 2.2.

Les produits de fonctionnement du budget principal

K€											évolution annuelle	
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Moy.	2022/21	
Produits fct courant stricts	11 091	11 387	11 466	11 690	11 641	11 786	11 563	12 192	12 540	1,5%	2,9%	
Impôts et taxes	7 607	7 798	8 121	8 297	8 361	8 606	8 601	8 857	9 003	2,1%	1,7%	
dont Contributions directes	4 486	4 672	4 992	5 133	5 263	5 386	5 451	5 435	5 740	3,1%	5,6%	
Dotations et participations	2 564	2 625	2 381	2 217	2 152	2 056	1 983	2 219	2 463	-0,5%	11,0%	
dont DGF	1 776	1 578	1 367	1 308	1 325	1 330	1 309	1 323	1 336	-3,5%	1,0%	
Autres produits fct courant	920	964	964	1 176	1 128	1 124	979	1 116	1 074	2,0%	-3,8%	
Produits des services	476	476	494	482	475	498	539	735	704	5,0%	-4,2%	
Travaux en régie	115	114	120	170	170	154	106	120	130	1,6%	8,1%	
Produits de gestion	329	374	350	523	483	472	334	260	239	-3,9%	-8,2%	
Atténuations de charges	58	80	109	117	87	92	74	150	143	11,9%	-4,9%	
PROD. FCT COURANT	11 149	11 467	11 575	11 807	11 728	11 878	11 637	12 342	12 683	1,6%	2,8%	
Produits exceptionnels larges *	42	20	52	46	132	72	117	69	45	0,9%	-35,3%	
PROD. DE FONCTIONNEMENT	11 191	11 486	11 626	11 853	11 860	11 950	11 753	12 411	12 727	1,6%	2,5%	

poids

Evolution réelle des produits de fonctionnement (hors inflation)

	Moy.	2022/21
Contributions directes	1,8%	0,2%
DGF	-4,8%	-4,2%
PROD. DE FONCTIONNEMENT	0,3%	-2,7%
<i>Inflation budgétaire</i>	1,3%	5,4%

	2022
Produits fonctionnement courant stricts	98,5%
Impôts et taxes	70,7%
dont Contributions directes	45,1%
Dotations et participations	19,4%
dont DGF	10,5%
Autres produits de fct courant	8,4%
Produits des services	5,5%
Travaux en régie	1,0%
Produits de gestion	1,9%
Atténuations de charges	1,1%
Produits de fonctionnement courant	99,6%
Produits exceptionnels larges	0,4%
Produits de fonctionnement	100,0%

Dynamique des produits

La fiscalité locale

	2020	2021	2022
Taux TH	16,75%	16,75%	16,75%
Taux FB	22,52%	38,49%	37,49%
Taux FNB	48,69%	48,69%	47,42%

€	2020	2021	2022
Base nette TH	13 595 334	598 339	618 683
dont résidences secondaires	552 708	598 339	618 683
Base nette FB	13 719 006	12 722 320	13 798 738
Base nette FNB	132 592	143 662	141 800

€	2020	2021	2022
Base nette FB yc établissements industriels		13 743 450	15 460 534
x Taux FB de référence		38,49%	38,49%
x (Coefficient correcteur - 1)		0,0661	0,0663
= Ajustement coefficient correcteur		349 835	402 988

€	2020	2021	2022
Produit TH	2 277 218	100 222	103 629
Produit FB	3 089 520	5 246 656	5 576 135
dont ajustement coefficient correcteur		349 835	402 988
Produit FNB	64 559	69 949	67 242
Produit 3 Taxes ménages	5 431 298	5 416 827	5 747 006

€	2020	2021	2022
Compensations TH	321 089	0	0
Compensations FB	6 197	403 430	647 846
Compensation FNB	6 209	6 189	6 180
Compensations fiscales	333 495	409 619	654 026

€	2020	2021	2022
Produit et compensation TH	2 598 307	100 222	103 629
Produit et compensations FB	3 095 717	5 650 086	6 223 981
Produit et compensation FNB	70 768	76 138	73 422
Produits et comp. ménages	5 764 793	5 826 446	6 401 032
Evolution		1,1%	9,9%
		61 653	574 586

dont effet baisse de taux

-207 030

Taux inchangés depuis 19 ans. Baisse en 2022 des taux de FB et FNB.

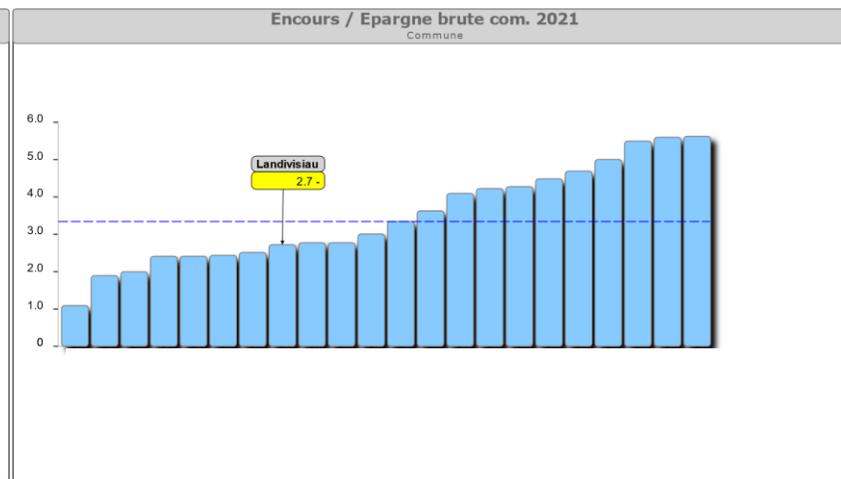
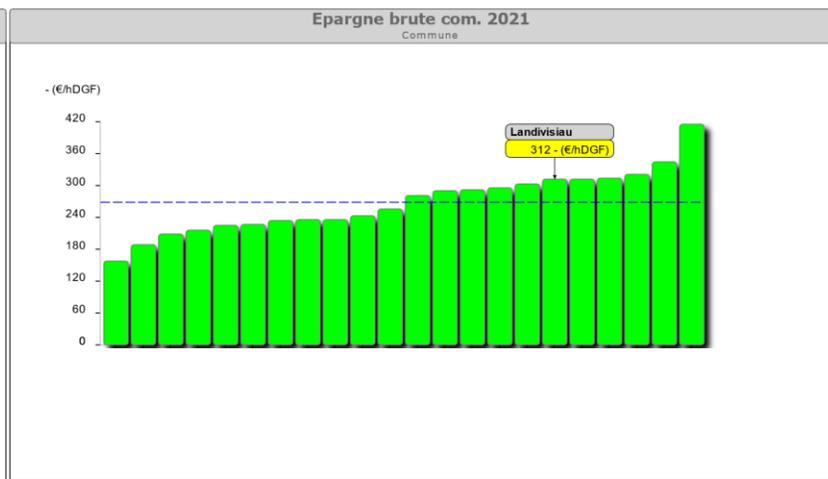
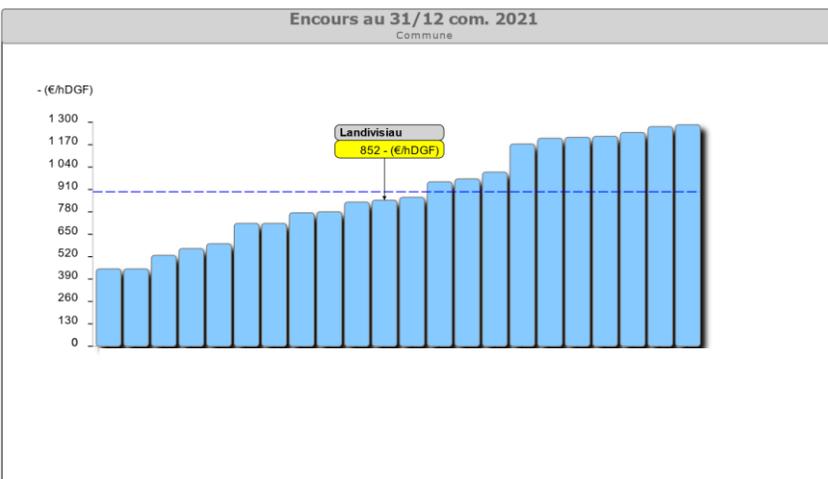
Baisse représentant une perte de ressources de 200 K€
En raison de la hausse des bases de FB, au final, une hausse du produit de la fiscalité directe (compensation + produit direct) de 9,9%.

€	2020	2021	2022	évolution 21/22	
				var°	%
Impôts et taxes	8 600 751	8 856 908	9 003 300	146 392	1,7%
Contributions directes	5 450 867	5 434 918	5 746 361	311 443	5,7%
Attribution de compensation reçue	2 523 833	2 523 833	2 523 833	0	0,0%
Dotation Solidarité Communautaire reçue	40 359	40 204	39 622	-582	-1,4%
Attribution FPIC	112 728	111 673	115 964	4 291	3,8%
Taxe locale sur la publicité extérieure	2 000	2 000	2 000	0	0,0%
Taxe additionnelle DMTO	252 792	498 830	364 434	-134 396	-26,9%
Taxe sur la consommation électrique	208 978	231 994	197 708	-34 286	-14,8%
Droits de place	9 194	10 411	10 168	-243	-2,3%
Reversement paris hippiques		3 045	3 210	165	5,4%
Compensations fiscales	333 495	409 619	654 026	244 407	59,7%
Impôts + compensations	8 934 246	9 266 527	9 657 326	390 799	4,2%

22 Communes Bretonnes de la strate (hors communes littorales touristiques)	Encours au 31/12 com. - 2021 - (€/hDGF)	Epargne brute com. - 2021 - (€/hDGF)	délaï de désendettement (années)	Excédent brut courant com. - 2021 - (€/hDGF)	Epargne nette com. - 2021 - (€/hDGF)
Landivisiau	852	312	2,7	335	201
moyenne	896	268	3,3	272	175
médiane	861	270	3,2	264	164
50% des communes entre	bas	714	2,5	240	138
	haut	1 201	4,4	317	201

Dépenses d'investissement hors dette com. - 2016 2021 - (€/hDGF)	Dépenses d'investissement hors dette com. - 2021 - (€/hDGF)	Taux calculé FB com. - 2021	Coeff. d'Intégration Fiscale interco - 2022
257	333	38,49%	30%
356	391	40,05%	39%
346	342	40,00%	37%
275	269	36,63%	34%
413	434	43,19%	41%

37,49%



Des ratios qui placent Landivisiau dans une position plutôt favorable au regard des autres communes bretonnes comparables.

Commune de
Landivisiau



2.2

Les charges de personnel

Les charges de personnel

Pré CA 2022 :	5 986 K€
CA 2021 :	5 405 K€
Pré CA 2022 – CA 2021	+ 581 K€, soit + 10.75 %

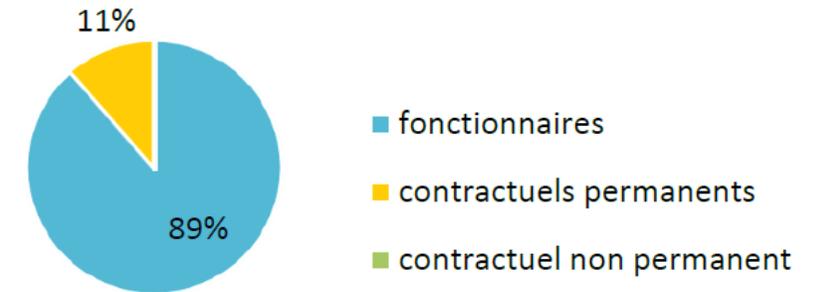
L'augmentation de la masse salariale en 2022 résulte d'un cumul de plusieurs facteurs dont notamment :

- a) Revalorisation du **régime indemnitaire** des agents de **catégorie C** ;
- b) Augmentation de la participation employeur à la **mutuelle santé** et à l'**assurance prévoyance** ;
- c) Création de 4 postes** : adjoint technique, 2 techniciens, un assistant administratif ;
- d) Remplacement de **2 agents** ayant fait valoir leur droit à la retraite qui ont été remplacés mais ont continué à être rémunérés au titre de leur **compte épargne temps** ;
- e) Revalorisation des **grilles indiciaires de catégories B et C** ;
- f) Prise en compte de **2 scrutins** électoraux ;
- g) Augmentation de la valeur du **point d'indice** de +3.5%.

Les charges de personnel

→ 123 agents employés par la collectivité au 31 décembre 2021 :

- 109 fonctionnaires
- 14 contractuels permanents dont 4 en contrat à durée indéterminée



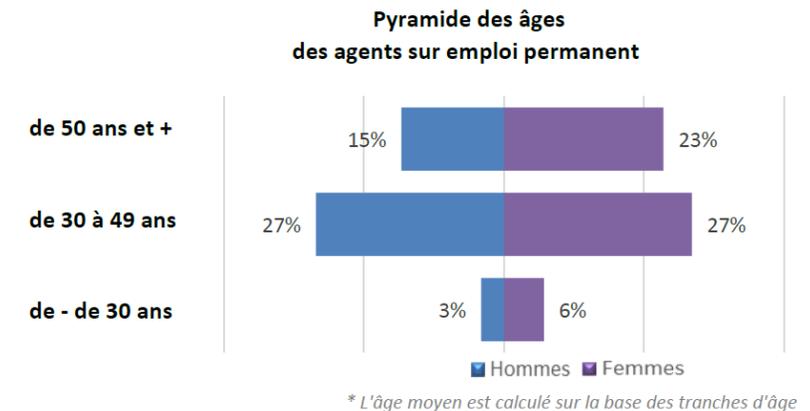
→ Répartition par filière et par statut :

Filières	Titulaire	Contractuel	Total
Administrative	19%	29%	20%
Technique	56%	14%	51%
Culturelle	6%	21%	7%
Sportive	2%		2%
Médico Sociale	8%	7%	8%
Police	4%		3%
Animation	6%	29%	8%
Total	100%	100%	100%

→ En moyenne, les agents de la collectivité ont 46 ans.

→ Pyramide des âges des agents sur emploi permanent :

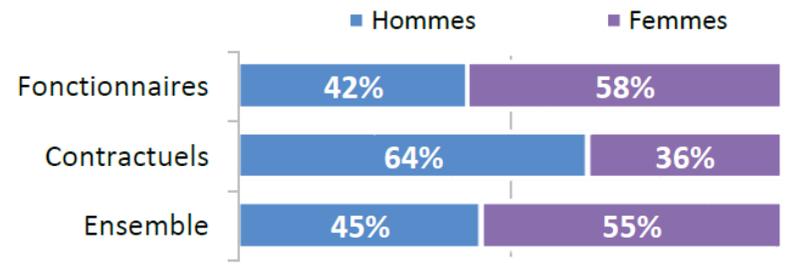
- 38% des effectifs ont plus de 50 ans (15% des hommes, 23% de femmes) ;
- 54% des effectifs ont entre 30 et 49 ans (27% des hommes, 27% des femmes) ;
- 9% des effectifs ont moins de 30 ans (3% des hommes, 6% des femmes).



Les charges de personnel

Les agents sont majoritairement des femmes. 51% des agents relèvent de la filière technique.
 Le nombre moyen de jours d'absence en 2021 par fonctionnaire (30,6) est globalement stable par rapport à 2020

→ Répartition par genre et par statut des agents



→ Les principaux cadres d'emplois

Cadres d'emplois	% d'agents
Adjoints techniques	41%
Adjoints administratifs	13%
Agents de maîtrise	8%
Adjoints d'animation	8%
Rédacteurs	4%

→ En moyenne, 30,6 jours d'absence pour tout motif médical en 2021 par fonctionnaire

> En moyenne, 12,8 jours d'absence pour tout motif médical en 2021 par agent contractuel permanent

	Fonctionnaires	Contractuels permanents	Ensemble agents permanents
Taux d'absentéisme « compressible » (maladies ordinaires et accidents de travail)	5,01%	3,50%	4,84%
Taux d'absentéisme médical (toutes absences pour motif médical)	8,38%	3,50%	7,82%
Taux d'absentéisme global (toutes absences y compris maternité, paternité et autre)	8,88%	3,50%	8,27%

Cf. p7 Précisions méthodologiques pour les groupes d'absences Taux d'absentéisme : nombre de jours d'absence / (nombre total d'agents x 365)

Commune de
Landivisiau



2.3

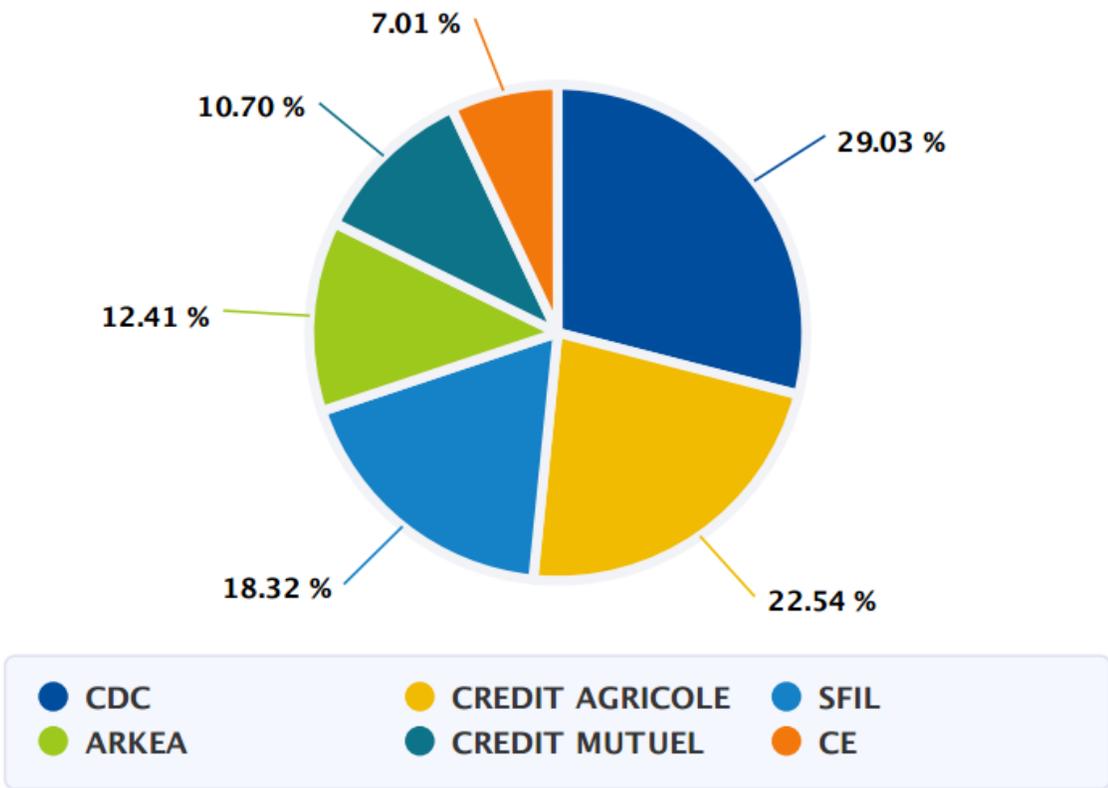
L'encours de dette

L'encours de dette

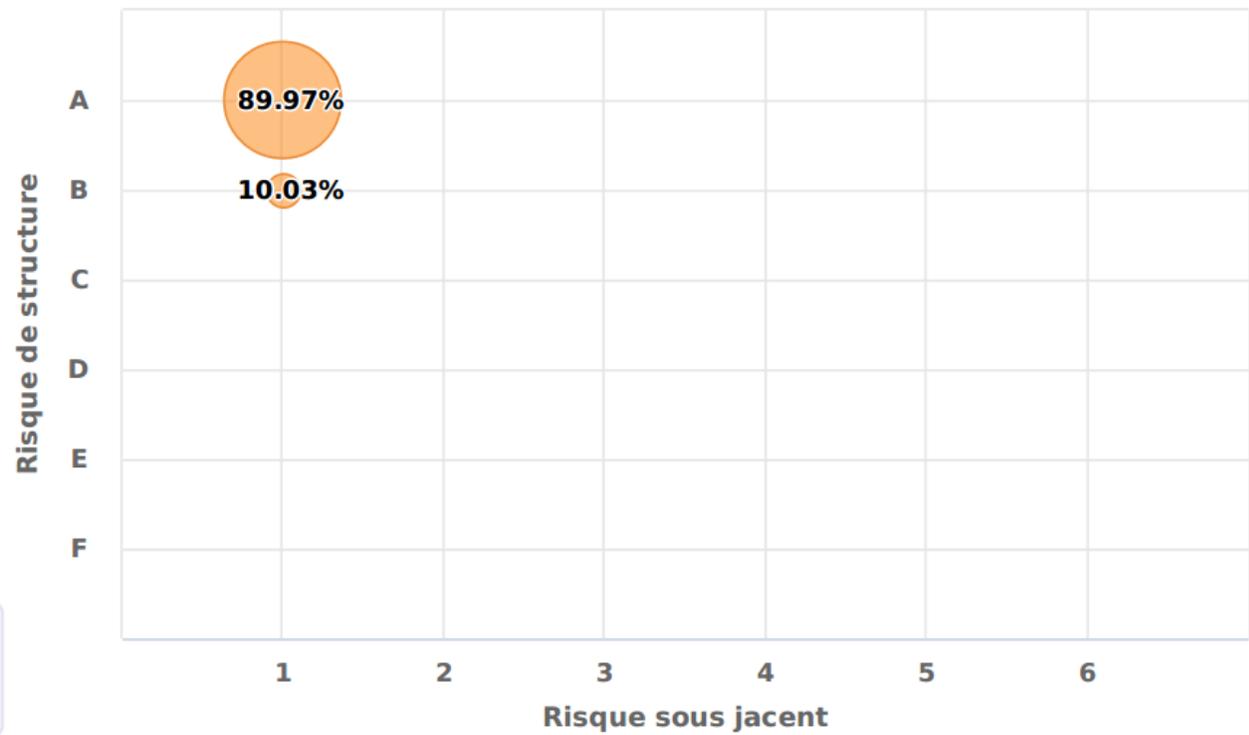
11 emprunts pour 6,6 M€ d'encours au 1^{er} janvier 2023 :

- 9 emprunts taux fixe (90% de l'encours) ;
- 2 emprunts barrière simple (10% de l'encours) – risque très limité.

Dette par prêteur



Dette par niveau de risque

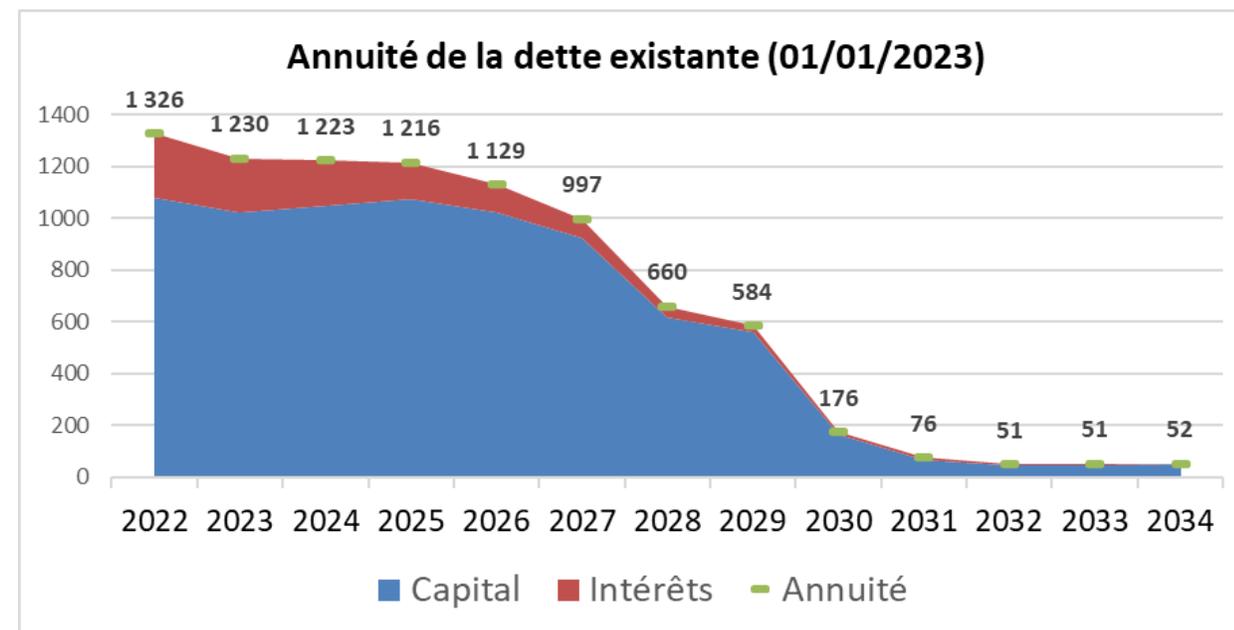


L'encours de dette

Taux moyen de la dette 3,2%.

Baisse de l'annuité de 97 K€ en 2023 (prochaine baisse significative 2026).

en K€	Dette du budget principal				Variation
	CRD 01/01	Capital	Intérêts	Annuité	
2022	7 717	1 081	245	1 326	
2023	6 636	1 019	210	1 230	- 97
2024	5 617	1 046	177	1 223	- 7
2025	4 571	1 074	142	1 216	- 7
2026	3 497	1 022	106	1 129	- 87
2027	2 476	925	72	997	- 132
2028	1 553	617	43	660	- 337
2029	937	558	26	584	- 76
2030	380	166	10	176	- 409
2031	215	68	8	76	- 100
2032	148	45	6	51	- 25
2033	104	47	4	51	0
2034	57	50	2	52	0



Commune de
Landivisiau



3. PROSPECTIVE BUDGETAIRE DU BUDGET PRINCIPAL

Commune de Landivisiau



3.1

Les principales hypothèses de la prospective

Evolution des charges de fonctionnement

Éléments clefs pour comprendre l'évolution des charges courantes de fonctionnement

K€	011	012	65
	charges à caractère général	Charges de personnel	Charges de gestion courante
BP 2022	2 686	6 057	1 507
Pré CA 2022	2 362	5 986	1 385
2023 demandes services	3633	6513	1265
2023 Arbitrage BP 2023	3530		
2023 Hypothèse RCF réalisations	3462	6413	1250
taux de réalisation	98,1%	98,5%	98,8%
	98,4%		

Un budget un peu plus contraint en raison de l'inflation :

- ➔ Moins de marges
- ➔ Hypothèse de réalisation plus forte

Charges du 011 :

- **Energie** : 2 éléments clefs :
 - Une hausse des dépenses toutes choses égales par ailleurs > 200% / CA 2022 (504 K€ en 2022 / 1 550 K€ en 2023) ;
 - 150 K€ d'économies en raison de mesures de sobriété énergétique en éclairage public.
 Au final, une dépense prévisionnelle en énergie de **1,4 M€ en 2022**.
 En 2024 et 2025, il est fait l'hypothèse d'une baisse des tarifs mais ces derniers resteraient 2 fois plus élevés qu'en 2022.
- **Carburant, Alimentation**, fournitures d'entretien : hausse > inflation en 2023 et 2024 ;
- Autres charges indexées sur l'inflation prévisionnelle.

➔ Une inscription budgétaire de 3 530 K€ avec une hypothèse de réalisation de 98% (plus forte que d'habitude / moins de marges de manœuvre dans le budget) soit une projection des charges à 3 462 K€ pour 2023 (+ 1 100 K€ / +47%).

Evolution des charges de fonctionnement

Charges du 012

- BP 2023 : 6 513 K€
- Pré CA 2022 : 5 986 K€
- Écart BP/CA : 527 K€, soit + 8.80 % :
 - a) Impact en année pleine des **recrutements** et de l'augmentation de la valeur du **point d'indice** ;
 - b) Le **festival** « Moi les Mots » nécessitera un renfort ponctuel de personnel ;
 - c) Des journées d'**absence** remplacées afin d'assurer la continuité du service public.
- Indexation de 2% par an à partir de 2024.
- ➔ Une inscription budgétaire de 6 513 K€ avec une hypothèse de réalisation de 98,5 % soit une projection des charges à 6 413 K€ pour 2023.

Charges du 65

- Hausse de la **subvention d'équilibre** au budget annexe « Le Vallon » : +70 K€ / CA 2022 :
 - Festival « Moi les Mots » : 1 année sur 2 ;
 - Hausse des dépenses d'énergie.
 - Fin du **financement du SDIS** par la commune / transfert CCPL (en contrepartie, baisse de l'attribution de compensation en recettes) ;
 - Autres charges indexées sur l'inflation prévisionnelle.
- ➔ Une inscription budgétaire de 1 265 K€ avec une hypothèse de réalisation de 99 % soit une projection des charges à 1 250 K€ pour 2023 (+120 K€ hors effet SDIS soit +11%).

Charges du 014 atténuation de produits

- Reversement de la Taxe sur l'électricité au SDEF (85 K€).

Le PPI à financer

Un PPI 2023 – 2026 de 20,6 M€

(avec les RAR 2022)
(hors attribution de compensation
d'investissement)

Avec une hypothèse de réalisation des investissements sur une période un peu plus longue (2023 – 2027) , cela représente **4,5 M€** d'investissements par an contre 3 M€ en rétrospective.
(2,8 M€ par an de 2014 à 2022)
(3,3 M€ par an de 2020 à 2022)

Recettes d'investissement

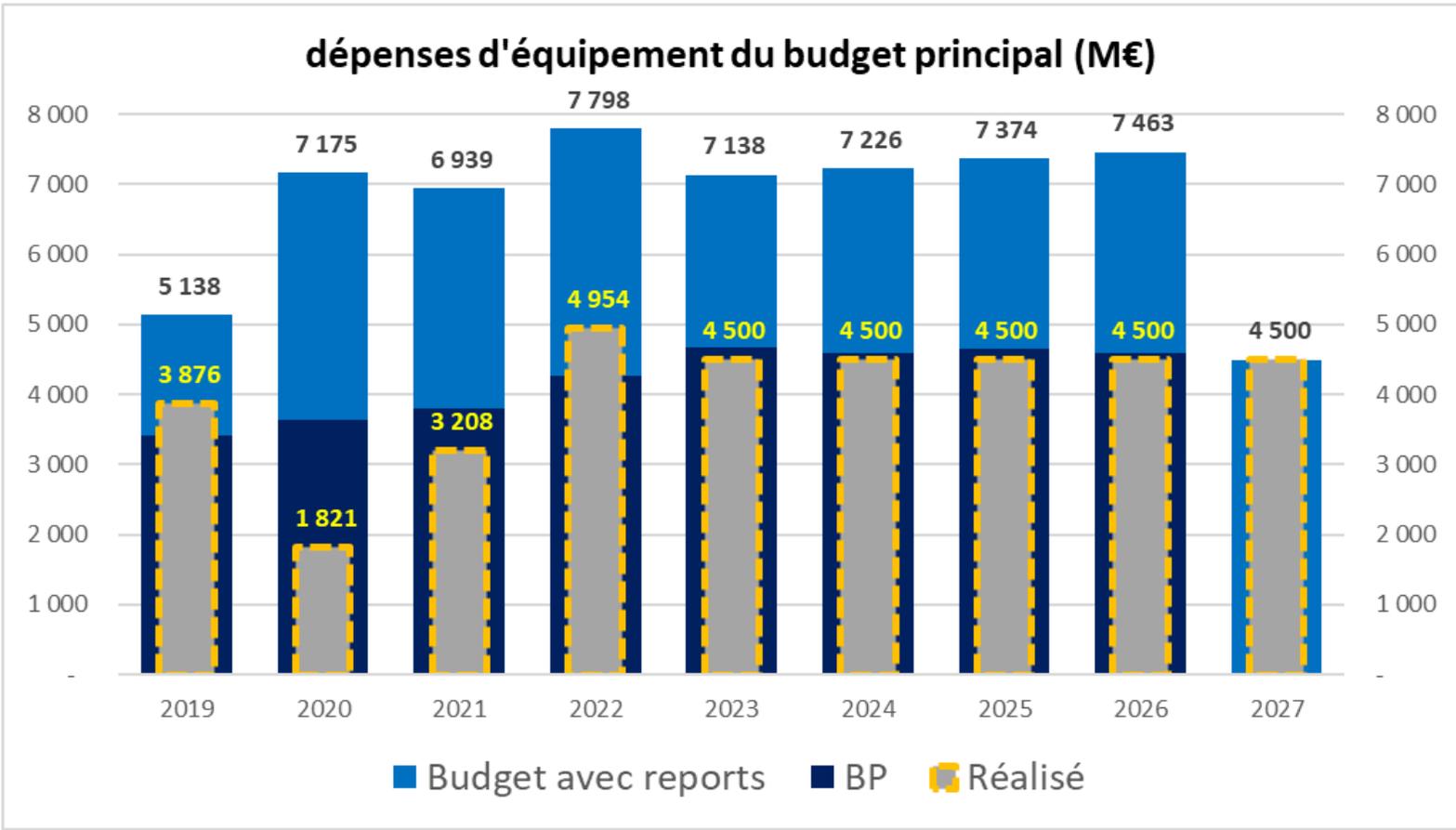
0,45 M€ de subvention par an
(10% DI TTC)

FCTVA sur 90% des Dépenses

170 K€ de taxe d'aménagement par an
60 K€ de reversement à la CCPL (Hyp)

		PPI 2023 - 2026						
Opé.	Libellé opération	RAR 2022	compl. RAR	BP 2023	BP 2024	BP 2025	BP 2026	TOTAL
226	Vallée du Lapic	1 920		15 000	20 000			36 920
228	Kervignounen	61 793						61 793
235	Rue du Manoir		2 000					2 000
236	Rue Mangin / De Mun	164 631						164 631
241	Confortement de la falaise rue Pierre Lotti			50 000				50 000
244	Petites villes de demain	211 470		525 000	500 000	500 000	500 000	2 236 470
	Complexe sportif Tiez Nevez			100 000	600 000	740 000	300 000	1 740 000
	Allée du cimetière (phyto)			90 000	90 000			180 000
s/tot	1 - REQUALIFICATION URBAINE	439 814	2 000	780 000	1 210 000	1 240 000	800 000	4 471 814
221	Résidence Mangin	36 661		260 000				296 661
222	Complexe sportif de Kerzourat	253 434	72 800	1 000 000				1 326 234
230	Edifices et Mobiliers culturels	81 460		330 000		150 000	150 000	711 460
233	Groupes scolaires	29 891		15 000	20 000	20 000		84 891
237	Bibliothèque (18 mois de chantier)	194 050		550 000	1 400 000	300 000		2 444 050
238	Hôtel de ville	6 854				100 000	1 500 000	1 606 854
239	Espace culturel Lucien Prigent	4 995		10 000	10 000	10 000	10 000	44 995
	Toitures Kervanous et ty Guen			500 000	500 000	500 000		1 500 000
	Rénovation ou construction salle Meudec Tanguy					1 000 000	700 000	1 700 000
s/tot	2 - BATIMENTS COMMUNAUX	607 347	72 800	2 665 000	1 930 000	2 080 000	2 360 000	9 715 147
227	Programme annuel de voirie	260 814	4 500	200 000	250 000	250 000	450 000	1 415 314
231	Extension urbanisation - Eclairage public	56 473		170 000	200 000	200 000	200 000	826 473
242	Rue Joffre	17 082	2 000					19 082
243	Rue de Keravel - Allée de la croix	353 000		83 000	320 000			756 000
	Rue du boudou					200 000		200 000
s/tot	3 - VOIRIE RESEAUX DIVERS	687 370	6 500	453 000	770 000	650 000	650 000	3 216 870
229	ACQUISITIONS ET TRAVAUX DIVERS	644 190	6 348	500 000	400 000	400 000	500 000	2 450 538
s/tot	Travaux (Hors participations)	2 378 721	87 648	4 398 000	4 310 000	4 370 000	4 310 000	19 854 369
	PARTICIPATIONS	5 067		190 000	200 000	200 000	200 000	795 067
total	TOTAL GENERAL	2 383 788	87 648	4 588 000	4 510 000	4 570 000	4 510 000	20 649 436

Le PPI à financer – Hypothèse de réalisation à 4,5 M€ par an



Hypothèse de taux à 3,2% / 20 ans en 2023 et 2024 puis baisse tendancielle des taux ensuite jusqu'à 2%.

	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Taux moyen emprunt calculé	3,20%	3,20%	2,80%	2,40%	2,00%	2,00%
Durée moyenne emprunt calculé	20	20	20	20	20	20

Evolution des produits

→ Simulation réalisée à taux constants.

→ Bases de foncier bâti des ménages :

- Une dynamique des bases ménages de 1% par an (hors coefficient loi de finances) ;
- Conforme à la rétrospective ;
- Coefficient Loi de Finances 2023 : 7,1% / hypothèse 2024 : 3,5% , 2025 : 3% , 2026 : 2%.

→ Bases de foncier bâti des entreprises :

- Nouvelles bases taxées en 2023 : bases de la centrale électrique (hypothèse VLB : +2 M€) ;
- Exonérations de 50% des bases des entreprises industrielles compensées par l'Etat ;
- Exonérations communales de 2 ans simulées avec sortie progressive (SILL, Mowi, Centrale) ;
- Une dynamique des bases nettes de 1% par an ensuite hors actualisation des bases.

→ Droit de mutation : hypothèse prudente basée sur la moyenne 2017-2020 (hors pics 2021 / 2022).

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	année suivante
Taxe additionnelle DMTO	293	236	355	253	499	364	285	
Evol. nominale		-20%	50%	-29%	97%	-27%	-21,8%	2,0%
moyenne 2017-2020	284							
Taxe sur la consommation électrique	213	215	212	209	232	198	50	
Evol. nominale		0,6%	-1,1%	-1,6%	11,0%	-14,8%		

Evolution des produits fiscaux : +1,1 M€ attendu en 2023 (Effet coef LF / nouvelles bases / nouvelles exos)

TAUX D'IMPOSITION COMMUNAUX

	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Taux TH	16,75%	16,75%	16,75%	16,75%	16,75%	16,75%
Taux FB	38,49%	37,49%	37,49%	37,49%	37,49%	37,49%
Taux FNB	48,69%	47,42%	47,42%	47,42%	47,42%	47,42%

BASES NETTES D'IMPOSITION

K€	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Base nette TH Résidences secondaires	598	619	663	686	706	721
Base nette FB	12 722	13 799	15 525	16 160	16 757	17 252
Base nette FNB	144	142	150	154	157	159

MESURE DE L'IMPACT DU COEFFICIENT CORRECTEUR

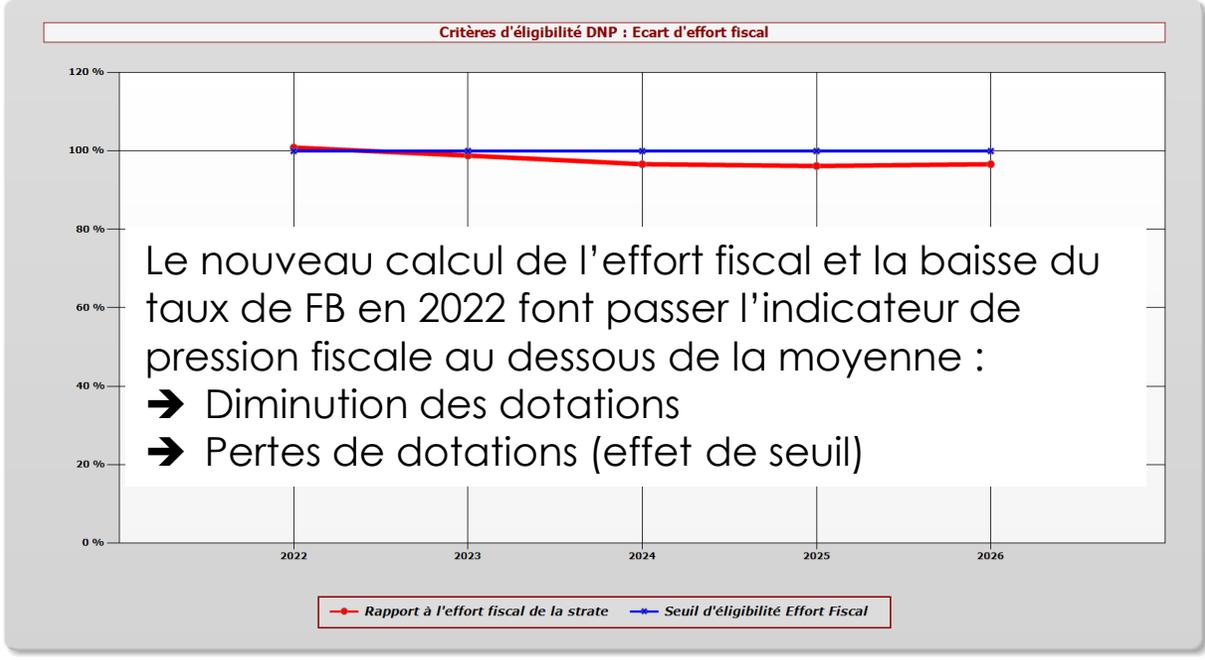
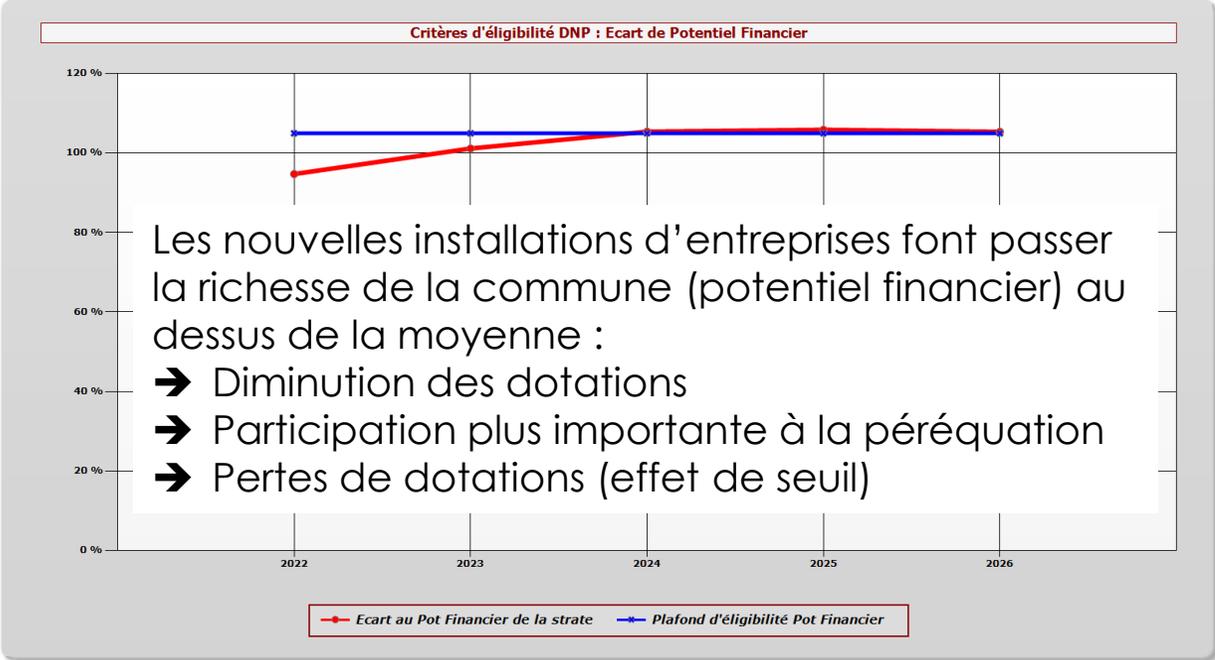
K€	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Base nette FB yc établissements industriels	13 743	15 461	18 194	18 951	19 660	20 246
x Taux FB de référence	38,49%	38,49%	38,49%	38,49%	38,49%	38,49%
x (Coefficient correcteur - 1)	0,0661	0,0663	0,0663	0,0663	0,0663	0,0663
= Ajustement coefficient correcteur	350	403	465	484	502	517

PRODUITS FISCAUX

K€	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Produit TH	100	104	111	115	118	121
Produit FB (yc coefficient correcteur)	5 247	5 576	6 285	6 542	6 784	6 985
Produit FNB	70	67	71	73	74	75
Produit 3 Taxes ménages	5 417	5 747	6 467	6 730	6 977	7 181
Compensations fiscales	410	654	1 042	1 089	1 132	1 167
Produits et comp. ménages	5 826	6 401	7 509	7 819	8 109	8 348
Croissance du produit fiscal y compris compensations		575	1 108	310	290	239
		9,9%	17,3%	4,1%	3,7%	2,9%

Evolution des produits de fonctionnement

La DGF



	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Potentiel financier par habitant (PFI)	1 045,81	1 040,89	1 157,04	1 289,23	1 345,08	1 385,85
Potentiel financier par habitant (PFI) de la strate	1 101,61	1 098,74	1 143,64	1 222,98	1 270,46	1 315,01
Rapport PFI/PFI de la strate	94,9%	94,7%	101,2%	105,4%	105,9%	105,4%

	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Effort fiscal commune	1,2073	1,2213	1,1846	1,1466	1,1185	1,0898
Effort fiscal strate	1,1918	1,2105	1,1984	1,1864	1,1627	1,1278
Rapport à l'EF de la strate	101,3%	100,9%	98,9%	96,6%	96,2%	96,6%

Evolution des produits de fonctionnement

La Dotation Globale de Fonctionnement de l'Etat (DGF)

K€	2022	2023	2024	2025	2026
Dotation forfaitaire	616	621	593	557	519
Effet variation de population	1	5	1	1	1
Effet prélèvement pour péréquation	-21	0	-29	-37	-39
+ Dot° d'aménagement (DSR, DNP)	720	692	565	529	529
dont DSR	579	566	534	529	529
dont DNP	141	127	31	0	0
= DGF (A)	1 336	1 313	1 157	1 086	1 048

Evolution nominale des dotations communales	Moy.	2023/22	2024/23	2025/24	2026/25
Dotation forfaitaire	-4,2%	0,8%	-4,5%	-6,0%	-6,9%
Dot° d'aménagement (DSR, DNP)	-7,4%	-3,8%	-18,5%	-6,4%	0,1%
DGF	-5,9%	-1,7%	-11,9%	-6,2%	-3,5%

Le Fonds de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC)

Les installations de nouvelles entreprises vont avoir un effet symétrique sur la mesure de la richesse du territoire. Ce dernier va avoir une richesse supérieure à la moyenne (contre 80% aujourd'hui). Il va donc devenir contributeur au FPIC et la ville de Landivisiau devra en financer une partie. Selon les derniers calculs, le territoire devrait rester éligible au Fonds.

	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Eligibilité contribution FPIC	NON	NON	OUI	OUI	OUI	OUI
Contribution communale effective	0	0	0	24	37	44

	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Eligibilité territoire attribution FPIC	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Attribution communale effective	112	116	113	110	109	107

Les dépenses de fonctionnement et l'inflation (remarque avec pré CA et hypothèses pour 2023)

→ Simulation du filet de sécurité

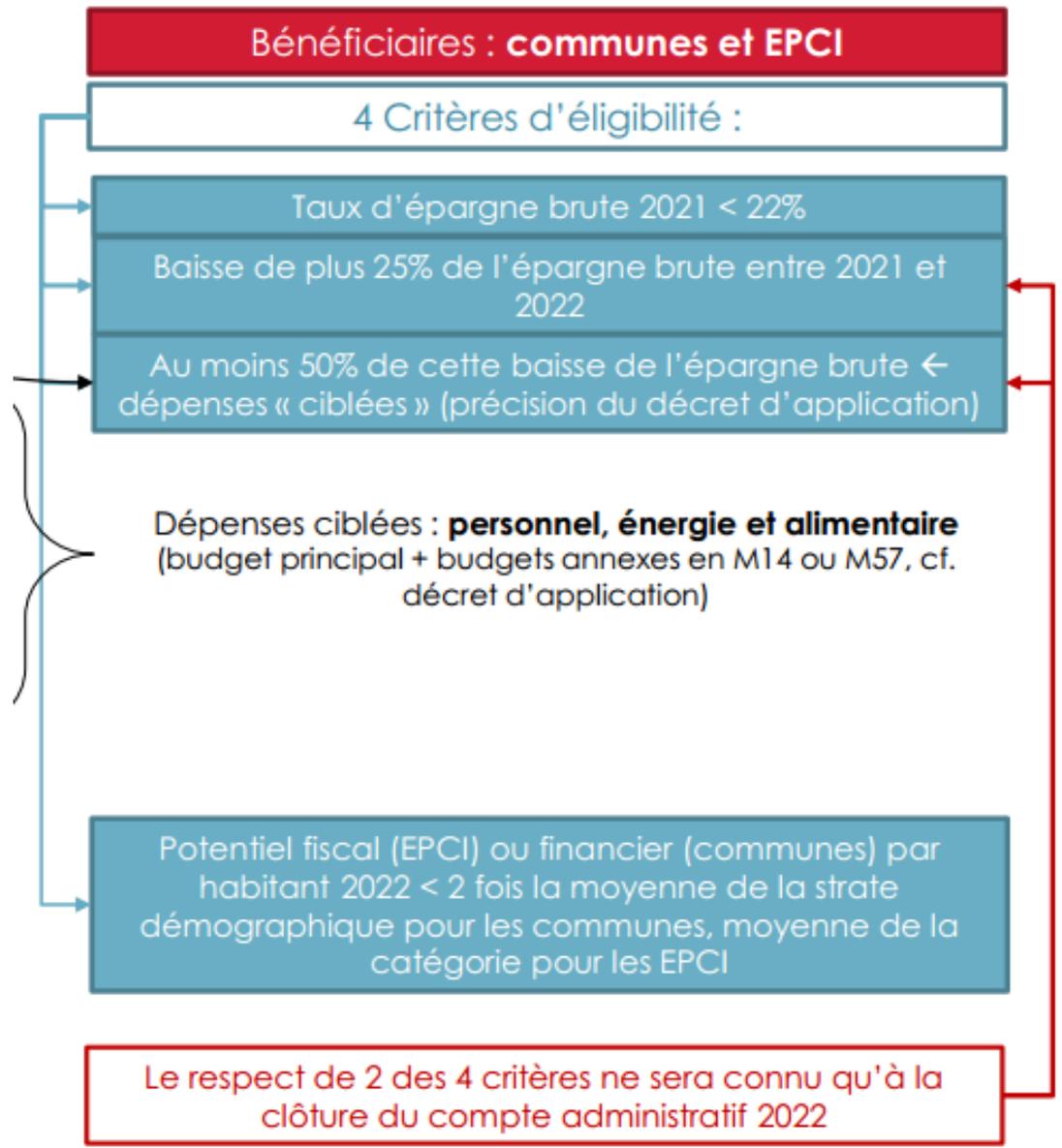
K€	2021	2022	2023	
Charges à caractère général	2 377	2 362	3 462	
Dont énergie (élec et gaz)	456	504	1 400	896
Charges de personnel	5 405	5 986	6 413	
Autres charges de gestion courante	1 325	1 385	1 250	
Atténuations de produits	1	0	86	
Charges de fonctionnement courant	9 108	9 733	11 212	
Potentiel financier de la commune	1 046	1 041	1 157	
Potentiel financier de la strate	1 102	1 099	1 144	
écart	-5%	-5%	1%	
EPARGNE BRUTE	3 011	2 744	1 883	
Taux d'épargne	24%	22%	14%	
	(22%)			
Baisse de l'épargne		-9%	-31%	
		(-25%)	(-15%)	
				hausse
Produit de fonctionnement	12 411	12 727	13 325	597
50% de la hausse				299

- Une hausse de 896 K€ des dépenses d'énergie.
- Une hausse de 597 K€ des recettes de fonctionnement.

Filet de sécurité 2022

Potentiel : OK
 Taux d'épargne 2021 : NON
 Baisse de 25% de l'épargne 2022 : NON

NON



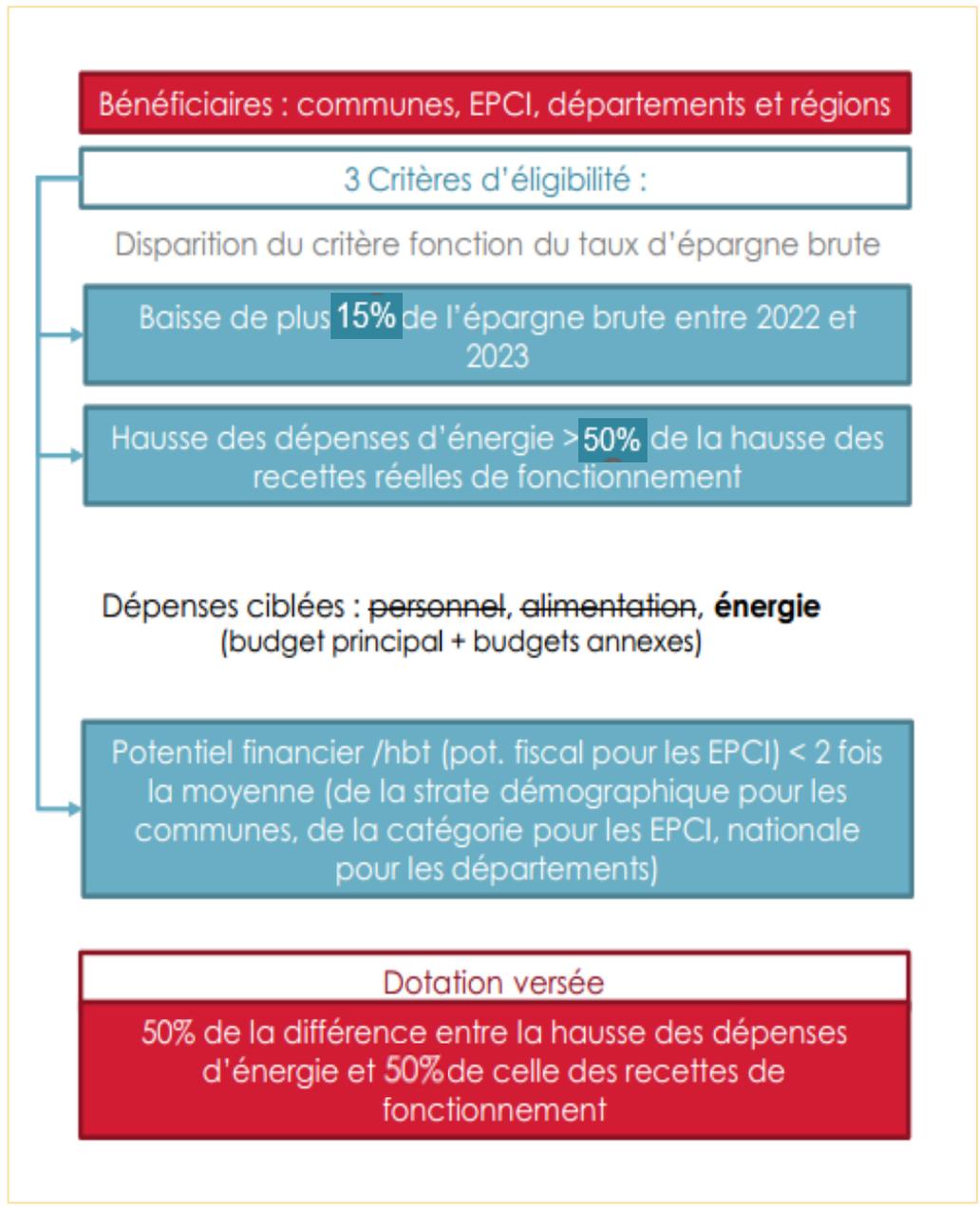
Filet de sécurité 2023

Potentiel : OK
 Baisse de 15% de l'épargne 2023: OK
 Hausse énergie > 50% var° PRF : OK

OUI ?

Une croissance des produits de fonctionnement estimée à 597 K€ (50% =299 K€).
 Hausse de l'énergie = 896 K€ .
 50% de la différence = 50% (896 – 299) = 50% de 598 K€ = 299 K€.

- ➔ À toucher en 2024 sur la base de la réalité du CA 2023.
- ➔ Beaucoup d'incertitude (pas pris en compte dans la pro).



Commune de
Landivisiau

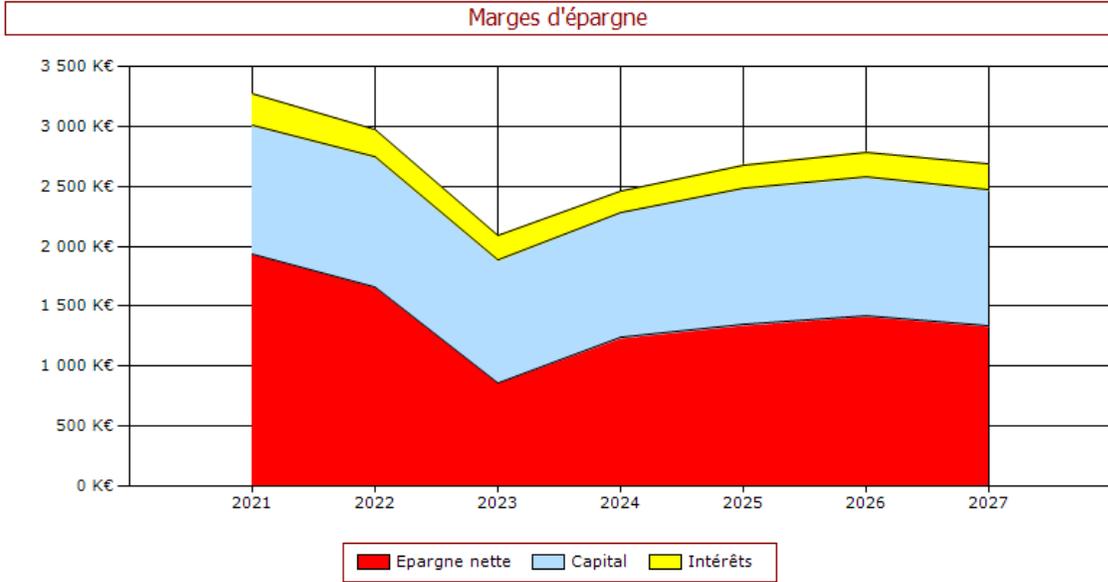
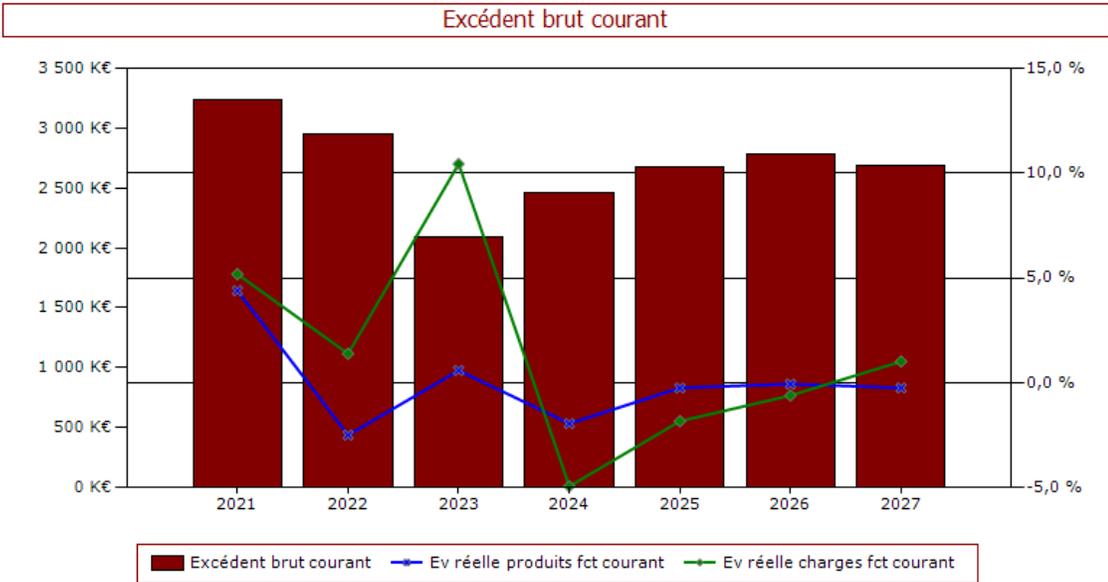


3.2

Résultats de la prospective

Epargne

K€	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Produits de fct. courant	12 342	12 683	13 305	13 436	13 683	13 913	14 121
- Charges de fct. courant	9 108	9 733	11 212	10 976	11 000	11 123	11 432
= EXCEDENT BRUT COURANT (EBC)	3 234	2 950	2 093	2 460	2 683	2 790	2 689
+ Solde exceptionnel large	42	24	0	0	0	0	0
= Produits exceptionnels larges*	69	45	20	20	20	20	20
- Charges exceptionnelles larges*	27	21	20	20	20	20	20
= EPARGNE DE GESTION (EG)	3 276	2 974	2 093	2 460	2 683	2 790	2 689
- Intérêts	266	230	210	177	200	212	217
= EPARGNE BRUTE (EB)	3 011	2 744	1 883	2 283	2 484	2 578	2 472
- Capital	1 072	1 081	1 019	1 046	1 139	1 159	1 136
= EPARGNE NETTE (EN)	1 939	1 663	864	1 238	1 344	1 419	1 336

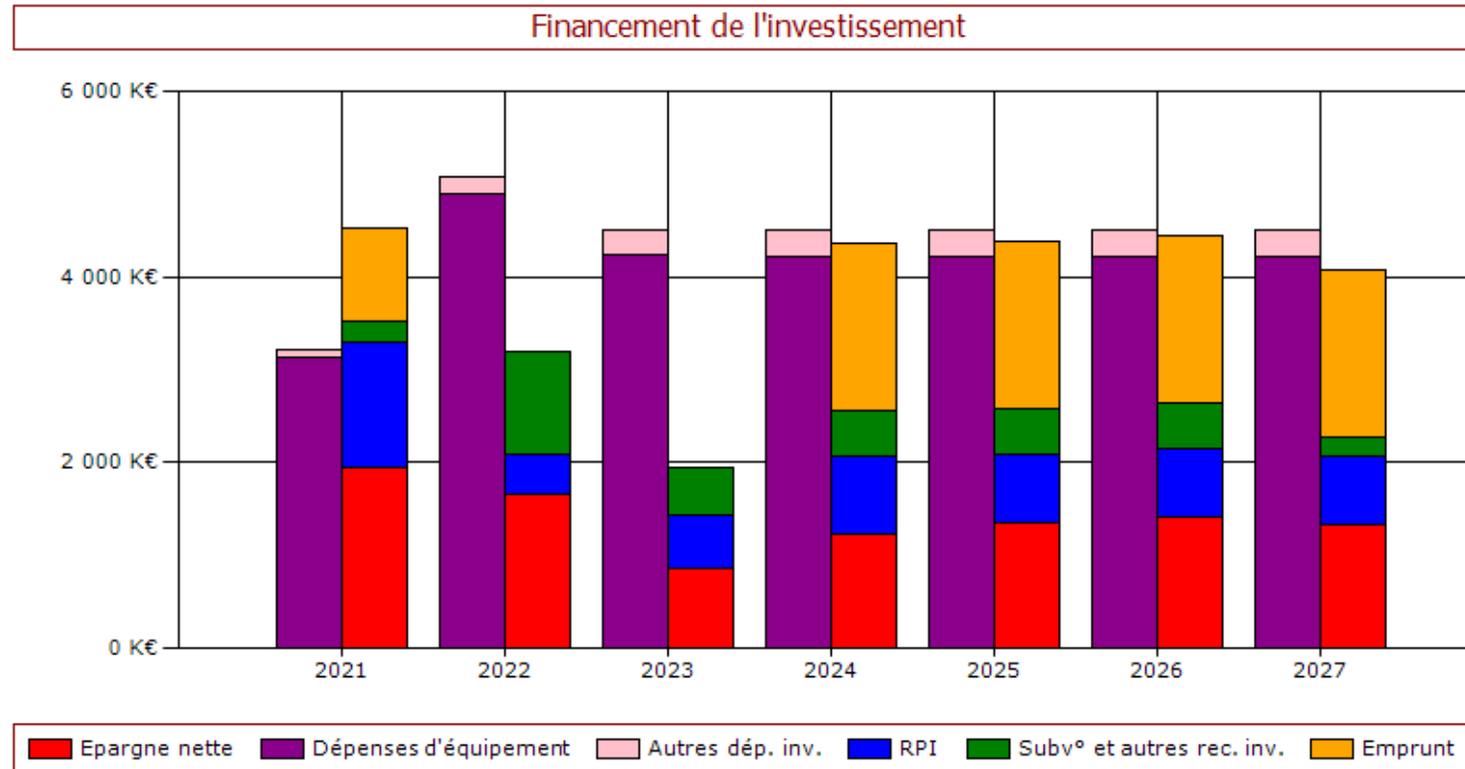


Une épargne nette qui retrouve un haut niveau en fin de mandat (1,4 M€) après une période de forte inflation.

Investissement

Moyenne 2023/2027	K€	Structure
Dép. d'inv. hs annuité en capital	4 500	100,0%
Financement des investissements	3 843	85,4%
Epargne nette	1 240	27,6%
Ressources propres d'inv. (RPI)	721	16,0%
Subventions yc DGE / DETR / DSIL	442	9,8%
Emprunt	1 440	32,0%
Variation de l'excédent global	-657	-14,6%

- Pas d'emprunts en 2023.
- Utilisation des excédents.
- 1,8 M€ d'emprunts par an ensuite pour 4,5 M€ de dépenses.
- Autofinancement : 28%.
- Emprunt 32%.

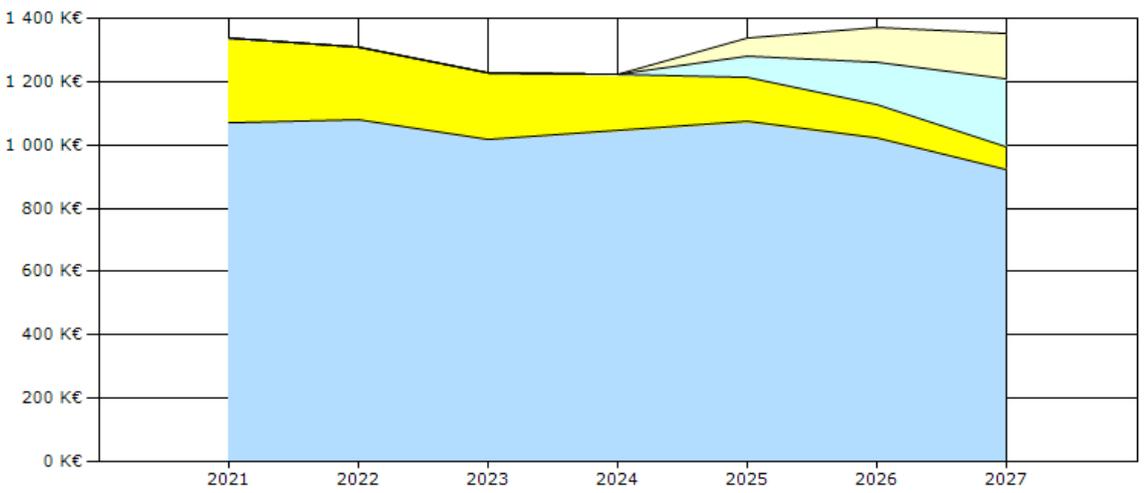


Endettement

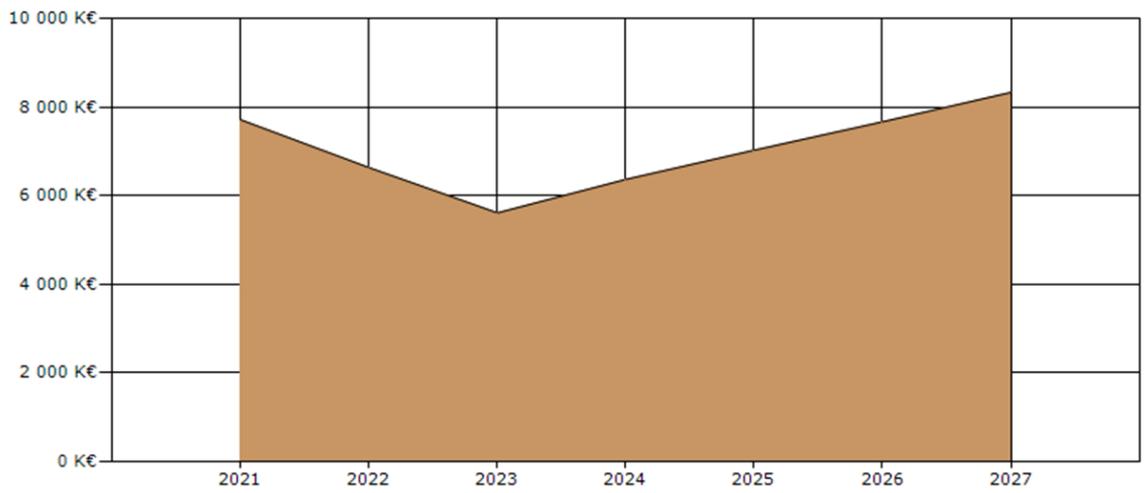
K€	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Encours corrigé au 31.12	7 717	6 636	5 617	6 371	7 032	7 673	8 337

K€	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Capital	1 072	1 081	1 019	1 046	1 139	1 159	1 136
Intérêts	266	230	210	177	200	212	217
Annuité de dette totale	1 338	1 311	1 230	1 223	1 339	1 370	1 353

Annuité de la dette



Encours de dette



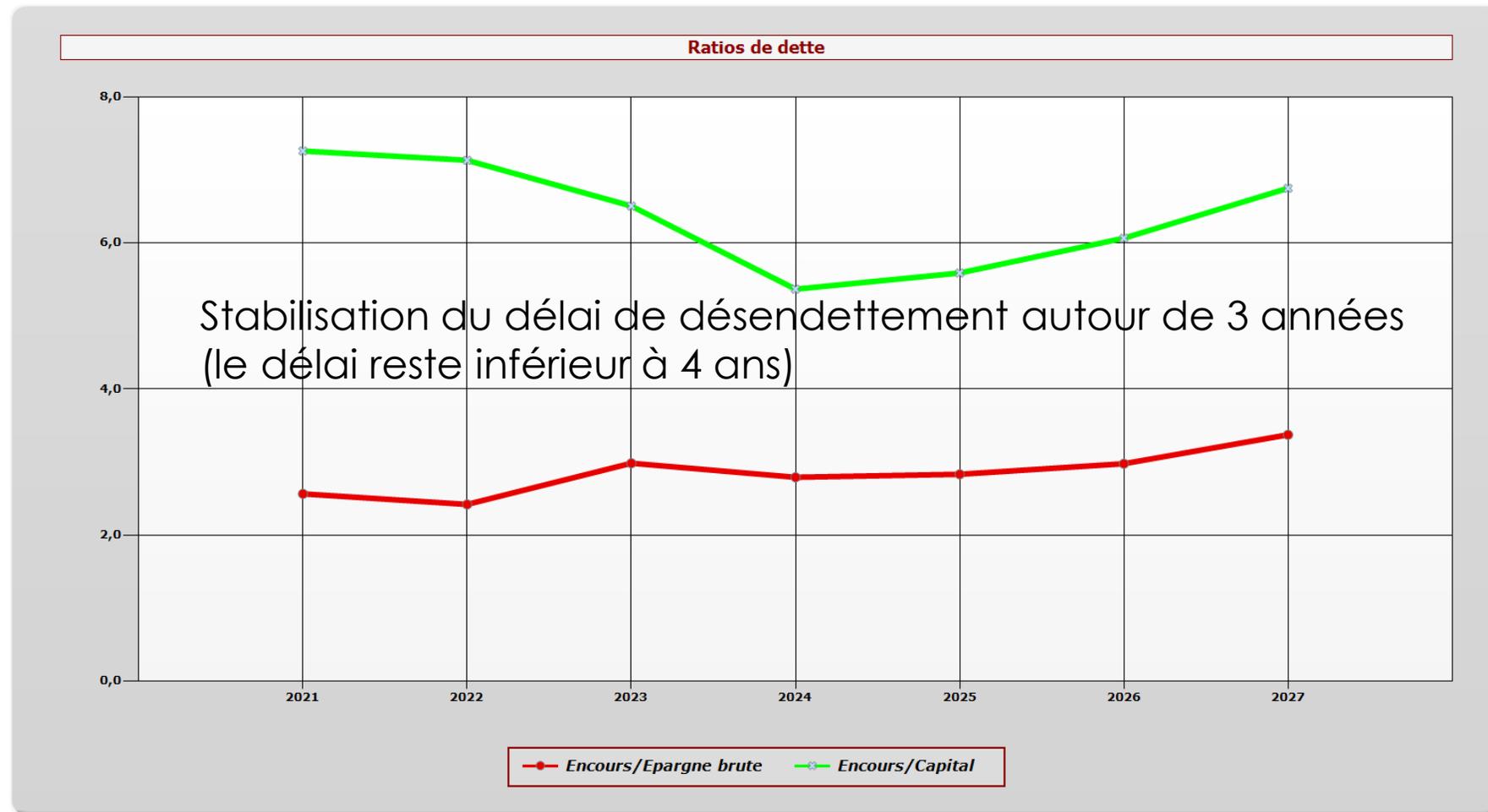
Capital net antérieur corrigé Intérêts nets antérieurs corrigés Capital nouveau Intérêts nouveaux

Encours corrigé au 31.12

Un encours de dette à 8,3 M€ fin 2027.
 Une annuité relativement stable (en profitant de la baisse de l'annuité de la dette existante).

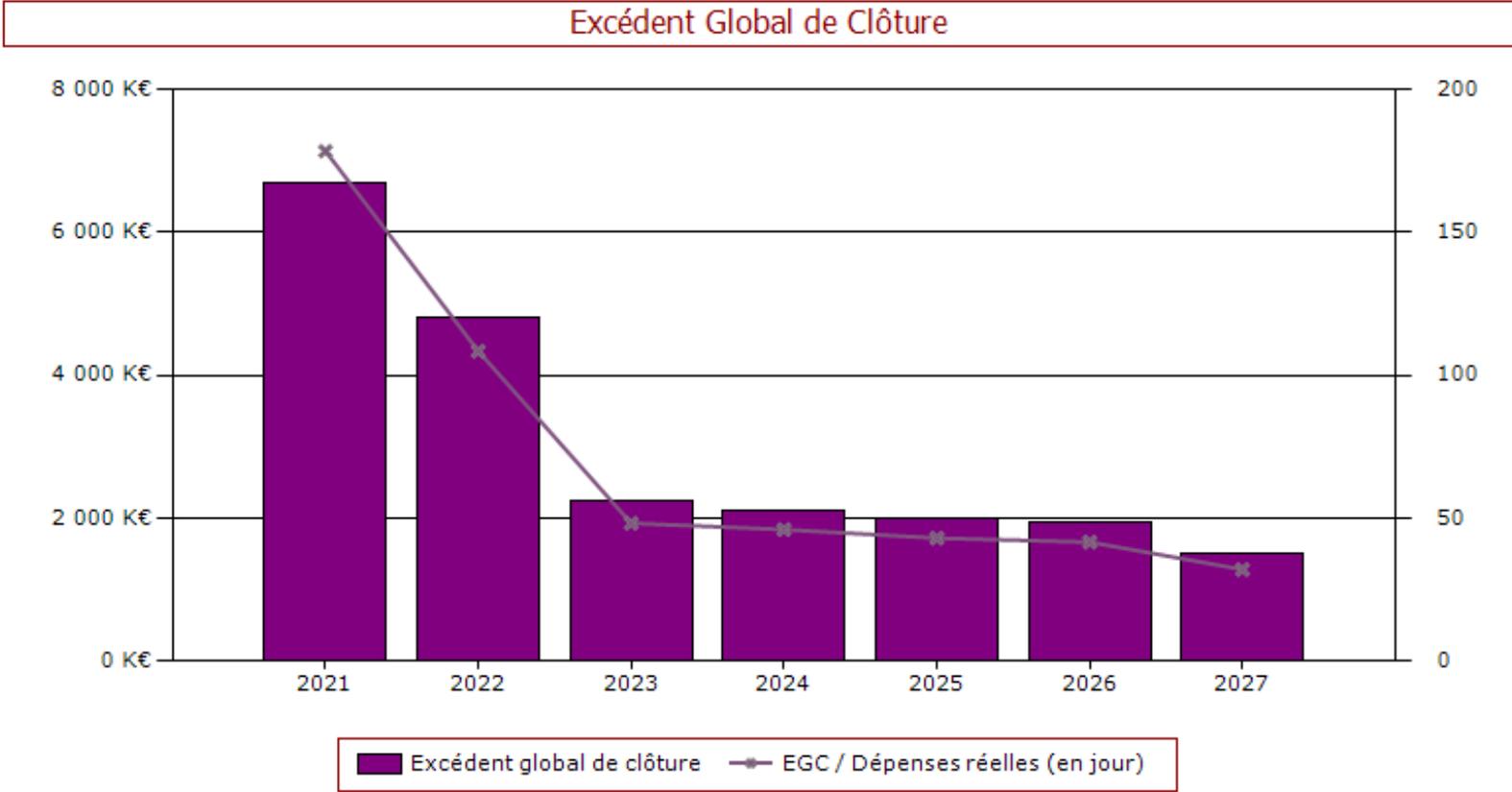
Endettement

K€	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Encours corrigé au 31.12	7 717	6 636	5 617	6 371	7 032	7 673	8 337
Epargne brute	3 011	2 744	1 883	2 283	2 484	2 578	2 472
ENCOURS corrigé au 31/12 / EPARGNE BRUTE	2,6	2,4	3,0	2,8	2,8	3,0	3,4



Investissement

K€	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
= Excédent global de clôture	6 699	4 799	2 236	2 104	1 983	1 935	1 513



On conserve près de 2 M€ d'excédents de 2023 à 2026 pour couvrir le financement des RAR et faire face à un ajustement du PPI (hausse du coût des projets).

Conclusion

Malgré un contexte économique national et international compliqué (inflation, niveau des taux d'intérêt, réforme de la péréquation...), **la commune de Landivisiau peut poursuivre et accélérer le développement de son programme pluriannuel d'investissement et la déclinaison opérationnelle de son projet d'aménagement et de développement durable.**

Pour cela elle peut compter sur le **dynamisme de ses bases fiscales et en particulier sur la croissance de son foncier économique.**

Cette richesse supplémentaire aura pour contrepartie **des pertes de dotations que la commune devra anticiper et bien mesurer** (en particulier les fonds qui sont versés ou prélevés au niveau du territoire et partagés entre les différents acteurs / « instabilité / imprévisibilité » du FPIC...).

Elle devra maintenir et renforcer sa politique de **maîtrise des charges** pour éviter un effet de ciseaux entre ses dépenses et recettes de fonctionnement.

Se faisant la commune de Landivisiau pourra maintenir **un haut niveau de sécurité financière, avec un délai de désendettement en deçà de 4 ans**, ce qui lui permettra de faire face à d'éventuels aléas.